LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8339 – SAMEDI 1er NOVEMBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

71e anniversaire de la Révolution de libération

1er NOVEMBRE
L'AME DE L'ALGERIE



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

SOUDAIN LA NUIT DE LA TOUSSAINT A SONNÉ LA RÉVOLTE

L'Algérie était calme et le ministre de l'Intérieur avait encore à l'esprit les propos entendus à Alger lors de la séance solennelle de l'Assemblée algérienne qui affirmaient qu'elle devait le rester



Il est environ minuit trente lorsque le patron de la Sécurité générale en Algérie rentre chez lui. Contre toute attente, le téléphone retentit. Au bout du fil, le chef des Renseignements généraux à Alger : «Monsieur le Directeur, des bombes viennent d'éclater dans Alger peu avant une heure. Cela m'est signalé par deux commissariats d'arrondissement. Je n'ai pas encore d'informations précises».

Dans les heures qui suivent, d'autres appels vont alerter Jean Vaujour. Huit semaines après le conclave des «22» au Clos-Salembier et huit jours après la réunion des «six» à Pointe-Pescade, les «Novembristes» viennent de déclencher la guerre de Libération nationale. Les radars des services de police et de renseignements ont été pris de court par la nuit salutaire du 31 octobre au 1er novembre.

Il quitte le froid, la neige et la grisaille de l'Alsace pour le soleil et le ciel «bleu azur» de la Méditerranée. Après trois années passées à Mulhouse, dans le bureau à porte capitonnée dédié à M. le sous-préfet, Jean Vaujour (1914-2010) gagne en galons. Contre toute attente, de nouvelles perspectives s'ouvrent à sa carrière préfectorale. Ce sera en Algérie, huit ans après les événements de mai 1945. Nous sommes en mars 1953. La IVe République — la plus instable des cinq — vit ses ultimes années. La France est alors dirigée par le gouvernement de René Mayer, député de Constantine et chef de file de la grande colonisation à l'Assemblée nationale.

Encarté «radical» comme le président du Conseil, le ministre de l'Intérieur, Charles Brune, convie Jean Vaujour à une rencontre place Beauvau, siège du ministère, pour lui annoncer sa nomination de préfet. «J'apprécie le travail que, pendant trois ans, vous avez accompli à Mulhouse et j'ai l'intention de vous donner les plumes blanches. Deux postes sont disponibles : le Territoire de Belfort et la direction de la Sécurité générale en Algérie. Avez-vous une préférence ?» Avec le recul — il le soulignera dans ses Mémoires (1) — Jean Vaujour croit savoir que «c'était la première fois qu'un ministre de l'Intérieur offrait une alternative à un préfet». Pris de court par la proposition du ministre, il demande à son supérieur hiérarchique un délai de quelques heures pour réfléchir. Le sous-préfet de Mulhouse laisse entendre que «l'attrait du poste, les responsabilités qu'il supposait, le travail de réorganisation» défini par Charles Brune pour être exécuté sur le terrain le «faisait pencher pour l'Algérie». Tout compte fait, le ministre tranche sur-le-champ, sans laisser à son visiteur le temps de réfléchir : «Bien sûr, je pourrais vous laisser quelques heures, mais d'ores et déjà, puisque vous penchez pour l'Algérie, j'ai décidé de vous y nommer, et c'est ce poste qui désormais vous revient».

Jean Vaujour n'a que 39 ans et le voici bombardé patron de la sécurité en Algérie. Alors qu'il s'apprête à quitter l'hôtel particulier qui abrite le cabinet, le Ministre lui conseille de faire un détour par le palais du Luxembourg – siège du Sénat –, histoire d'échanger avec un sénateur singulier : Henri Borgeaud (Alger 1895-Paris 1964), une des figures les plus influentes de la grande colonisation. Loin de mettre les formes, l'ancien maire de Cheraga, président du Conseil général et sénateur d'Alger (1946-1959) met la pression sur le futur boss de la police en Algérie. Ce qui devait ressembler à un éclairage pour la route prend une tournure inattendue.

LE PATRON DE LA POLICE DOIT ÊTRE UN NATIF D'ALGÉRIE

Des conseils pour sa nouvelle mission, Jean Vaujour n'en aura pas. Le propriétaire — entre autres — de la Trappe de Staouéli lui tient un discours à rebours de la courtoisie de circonstance : «J'ai dit à Brune qu'il fallait vous confier le Territoire de Belfort ou tout autre département de meilleure importance, mais vous ne pouvez pas être le directeur de la Sécurité de l'Algérie. Il faut dans ce poste un homme né dans le pays, ayant accompli toute sa carrière ici et, au surplus, rompu aux pratiques de la police. C'est un métier très spécial. Les préfets ne le voient que de très haut. Il faut parfois savoir "se mouiller les doigts", vous ne le voudrez sûrement pas, et c'est la raison pour laquelle, si Charles Brune persiste dans son idée, je m'opposerai de la façon la plus formelle à ce que vous soyez nommé à la tête de la Sécurité de l'Algérie».

Avec le député Georges Blachette, le «roi de l'alfa», et le député-directeur de L'Écho d'Alger, Alain de Sérigny, Henri Borgeaud est, de part et d'autre de la Méditerranée, «l'un de ceux qui permettaient déjà de dire qu'Alger gouvernait Paris». Entre le palais du Luxembourg (Sénat) et le palais de Bourbon (Assemblée nationale), les élus d'Algérie forment un lobby parlementaire colonial influent, adossé à la majorité des élus du deuxième collège. Cette réalité n'a pas échappé à Jean Vaujour au moment de préparer sa nouvelle mission. Les élus d'Algérie du deuxième collège «constituaient le précieux appoint de 20 ou 30 voix pour sauver ou démolir le gouvernement en place lors des votes à l'Assemblée nationale».

En affichant sans ambages son opposition à la nomination de Jean Vaujour comme directeur de la Sécurité générale, le sénateur d'Alger argumente sa position. «C'est une question politique à laquelle s'ajoute un problème d'efficacité. Vous ne connaissez pas l'Algérie. Il faut y être né, y avoir vécu, y avoir des intérêts pour comprendre un pays et conduire la seule action qui soit comprise des Arabes : celle de l'autorité, au besoin de la force. C'est le secret du respect qu'ils peuvent avoir pour la présence française depuis que nous avons vécu les événements de Sétif et de Guelma. Nous avons surmonté une épreuve, mais il ne faut pas qu'elle recommence. Ce n'est pas une question de sentiment vis-à-vis des Arabes, c'est un problème de présence et aussi de mentalité. Il faut avoir vécu à leur contact pour les connaître, pour savoir qu'ils respecteront l'honneur et le drapeau français si nous sommes à leur égard sans la moindre faiblesse. Tout cela, les Français d'Algérie le savent, et ceux qui se chargent du maintien de l'ordre sur cette terre doivent en être profondément imprégnés. J'appuierai donc une nomination de préfet, puisque vous êtes de ceux qui méritent de le devenir dès maintenant, mais je ferai tout pour que vous receviez un département métropolitain».

Plus qu'un long discours, une «diatribe», note Jean Vaujour, qui ne semble pas surpris outre mesure par les mots du sénateur. Ce faisant, Henri Borgeaud «se définissait à moi sous l'aspect qui le caractérisait parfaitement : "La cuisine politique algérienne est faite dans une marmite algérienne par des cuisiniers algériens", allusion claire aux Européens d'Algérie». Vaujour quitte le palais du Luxembourg et le bureau de Borgeaud «en proie à de profondes méditations». Parce qu'il connaît bien l'influence dont bénéficie le sénateur — président de la Gauche démocratique — auprès d'un ministre radical dans un gouvernement radical, Jean Vaujour est saisi par le pessimisme. Au moment de laisser derrière lui le palais du Luxembourg, il est «profondément persuadé» que son «rêve algérien», entrevu quelques instants à Beauvau, «ne serait jamais une réalité». Mais le ministre et René Mayer, député radical-socialiste de Constantine et président du Conseil des ministres, sont «bien décidés à jouer la carte du métropolitain débarquant sans attache et sans préjugé au milieu des intrigues algériennes». Henri Borgeaud n'aura pas gain de cause.

L'ALGÉRIE DANS LA PAIX DE SA TERRE ME CONFIE SA SÉCURITÉ

Jean Vaujour s'envole pour l'Algérie en juin 1953. S'il sait que sa mission ne sera pas de tout repos face à l'attitude de Borgeaud, Blachette & Co., il ignore encore qu'il débarque dans un pays au calme trompeur. Il le rappellera dans ses Mémoires en évoquant ses souvenirs alors que l'avion amorce son atterrissage à Alger : «Au soir d'un jour de juin éclatant de lumière, le soleil descendait lentement sur la terre d'Afrique. Les sommets de la Berbérie algérienne déployaient la dentelle majestueuse de leurs rochers sur un couchant embrasé. L'incendie rougeoyait derrière la chaîne de l'Atlas. Au sol, les vergers de la Mitidja s'alignaient dans un ordre parfait et le vert soutenu des orangers tranchait sur l'ocre d'une terre vigoureuse, généreuse. Au loin, sur le rivage tamisé d'une brume légère, Alger-la-Blanche se préparait au repos de la nuit.

●●●

●●●

Du haut du ciel, penché derrière le hublot, mes yeux s'ouvraient, tous grands, sur cet étonnant spectacle d'un pays aux contrastes si profonds que l'on pouvait se demander comment arrivaient à se concilier tant de brutalité sauvage et tant de sérénité. J'étais ému, parce que j'étais subjugué. Ainsi, à quelques heures de l'Alsace que je venais de quitter après trois années "d'un commandement" exceptionnel, l'Algérie, dans le feu de son ciel et la paix de sa terre, me confiait sa sécurité».

Le temps de s'installer avec sa famille, de prendre ses marques, de faire la connaissance de ses collaborateurs à Alger et dans les deux autres départements (Constantine et Oran), les six premiers mois de sa nouvelle mission s'écoulent rapidement. Le voici à l'aube de 1954, «moment d'une vie» et exercice le plus crucial de son séjour algérien (1953-1955). «Au nombre des événements fondamentaux qui, au cours de l'année 1954, marquèrent la préparation de l'insurrection algérienne, il faut sans doute placer la fondation du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action)».

Jean Vaujour souligne à grands traits cet épisode, virage important vers la rupture : «C'est vers la fin du mois de mars que cinq militants se réunissent : Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat et Didouche Mourad. Inquiets de la division qui ne cesse de s'accentuer au sein du MTLD entre les Messalistes et les Centralistes, et mesurant les conséquences désastreuses qui pourraient en résulter pour le mouvement révolutionnaire, ils se fixent pour objectif de jouer les intermédiaires entre les leaders des deux tendances afin de les contraindre à dépasser leurs querelles et à se rapprocher.

Mais, connaissant Messali et leurs camarades, il leur apparaît que seul le déclenchement d'une action terroriste, amorce de la révolution par les armes, permettra d'atteindre le but en contraignant tout le monde au combat libérateur. Le mouvement une fois lancé, il faudra bien que ceux qui prêchent depuis des années la libération de l'Algérie s'y associent, ou alors démasquent leur vrai visage. De toute façon, le mouvement nationaliste n'a rien à faire des hésitants, des peureux, des "profiteurs"«.

LE SLNA DÉCOUVRE LA CRÉATION DU CRUA MAIS IGNORE LE RESTE

À la différence d'autres épisodes de la Révolution en marche, la création du CRUA n'a pas échappé aux radars des services de renseignement. «C'est le colonel Schoen qui a la primeur de cette information, reconnaît Jean Vaujour.

Elle est publiée dans le bulletin politique mensuel d'avril du SLNA», le Service des liaisons nord-africaines dirigé par Schoen. Le colonel ajoute un commentaire qui confirme que



l'information est loin d'être précise : «L'initiative de cette création aurait été prise au Caire par des anciens membres de l'Organisation spéciale (OS) réfugiés dans cette ville lors de la répression de 1950 qui, mécontents des dissensions entre les clans Messali et Lahouel et ayant reçu à ce sujet d'amers reproches de la Ligue arabe, auraient agi en liaison avec d'anciens membres de l'OS demeurés à Paris».

Le colonel Schoen, note Jean Vaujour, «imagine alors — et il n'est pas le seul — que le CRUA va devenir un "outil" entre les mains de Lahouel, qu'il croit être l'instigateur de l'activité de ce nouveau groupe. Il est permis de penser que c'est par ce bulletin que Roger Wybot est informé, comme moi, de la naissance du CRUA qu'il dit, dans son livre de souvenirs, alors "inconnu du pouvoir"«. Jean Vaujour boucle sa première année à la tête de la direction de la Sécurité générale en Algérie. L'an I de sa mission coïncide avec ce qu'il qualifiera dans ses Mémoires d'un «été 54 au ciel chargé d'orage». D'Alger à Constantine en passant par Oran, préfets, commissaires centraux et chefs de services des PRG (Renseignements généraux) et de la PJ (Police judiciaire) lui font remonter une somme de notes et de rapports.

Entre autres signalements, lui dit-on, les préparatifs logistiques sont «effectués dans le plus grand secret». «Et si, au début de septembre, nous apprenons que des instructions ont été données par les responsables du CRUA pour la fabrication de bombes, nous ne saurons que plus tard que ce travail a été entrepris dans la région de Blida, sans pouvoir identifier les quelques hommes qui en sont chargés ni le lieu de "l'atelier". D'infinies précautions sont prises par la poignée de militants responsables de cette activité. Par contre, le 19 septembre, un informateur révèle un déplacement de Lahouel dans le secteur de Souma en vue d'une prise de contact avec "l'un des chefs du groupe autonome"«.

OCTOBRE 1954 DE TOUTES LES INQUIÉTUDES

Curieusement, les policiers et les agents du SLNA pointent le déplacement de Lahouel, mais les futurs chefs novembristes – Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche, Krim, Bitat, Ben M'hidi – échappent à leurs regards et à ceux de leurs informateurs. Si l'agression dont sont victimes Boudiaf et Bitat au pied de la Casbah, à deux pas du siège du MTLD (place de Chartres), a bien été relatée dans les rapports, la «réunion des 22» au Clos-Salembier (El Madania) en juin 1954 a, elle, échappé aux radars. «Le mois d'octobre s'ouvre dans l'inquiétude pour certains, dans l'interrogation pour beaucoup, du moins pour ceux dont la responsabilité est le maintien de l'ordre», rappelle le patron de la Sécurité générale.

Le 1er octobre 1954, alors qu'il dîne chez Maurice Lambert, chargé de la presse et de l'information auprès du gouverneur général Roger Léonard, en présence du chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, André Rousselet, Jean Vaujour reçoit un appel du commissaire central d'Alger, Benhamou. Il le reçoit dans son bureau vers 23 heures. «Il a appris, par les relations qu'il a laissées à Blida, son précédent poste, que des contacts sont pris entre nationalistes notoirement connus qui cherchent à se regrouper.

Les nouvelles ne sont pas encore précises, mais elles confirment cependant le désir d'un certain nombre d'hommes de procéder à la réorganisation des cellules du mouvement séparatiste. Benhamou est persuadé – et me convainc sans peine – d'une tentative vraisemblable de reconstitution de l'OS. Et il ajoute : "Des hommes prépareraient des explosifs et commenceraient à s'entraîner dans l'arrondissement de Blida. À certains éléments, bien connus pour avoir apporté, quelques années plus tôt, leur adhésion et leur concours à l'entreprise de Ben Bella, s'ajoutent des hommes plus jeunes, encore non identifiés comme dangereux par les services de police"«.

Le 8 octobre, un rapport du chef des Renseignements généraux d'Alger — porté à la connaissance du gouvernement — «confirme que les militants du CRUA ont désormais des instructions pour intensifier leurs préparatifs et leur formation au combat». Le surlendemain, une réunion de la plus haute importance se tient sur les hauteurs de Bab El Oued, du côté de Frais Vallon – Djenan Hassan. C'est là que Boudiaf, Ben Boulaïd, Krim, Didouche, Ben M'hidi et Bitat discutent, pour la première fois, de l'ébauche de l'Appel du 1er Novembre, le texte de la proclamation de la Révolution. Un texte qui sera validé et approuvé le 23 octobre lors du conclave de Pointe Pescade (Raïs Hamidou), au domicile des frères Boukechoura. Comme la réunion des «22», celles, cruciales, des 10 et 23 octobre échapperont, elles aussi, aux radars des services de renseignement. Depuis le 15 octobre 1954, les réunions sécuritaires se sont multipliées.

Deux se tiennent à Constantine, dont l'une en présence de tous les décideurs sécuritaires en Algérie : le préfet de Constantine Pierre Dupuch, le directeur de la Sécurité générale Jean Vaujour, le commandant en chef de la Xe région militaire (Algérie), le général Paul Cherrière, le chef de la division de Constantine, le général Paul Spillmann, ainsi que le résident général en Tunisie, le général Boyer de Latour.

Ce dernier a été convié au motif que la situation en Tunisie risquait d'affecter l'Algérie. «Ainsi s'achevait ce mois d'octobre 1954, écrit Jean Vaujour dans ses Mémoires. L'Algérie était calme, et le ministre de l'Intérieur avait encore en tête les propos entendus à Alger, lors de la séance solennelle de l'Assemblée algérienne, affirmant qu'elle devait le rester».

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, Jean Vaujour enchaînait une énième journée de travail à rallonge. «Il doit être environ minuit trente lorsque nous nous séparons. Je suis à peine de retour à mon domicile quand le téléphone retentit.» Au bout du fil : le commissaire Carcenac, chef des Renseignements généraux à Alger. «Monsieur le Directeur, des bombes viennent d'éclater dans Alger peu avant une heure. Cela m'est signalé par deux commissariats d'arrondissement. Je n'ai pas encore d'informations précises».

D'autres appels similaires suivent, venus d'Oran et de Constantine. Préfets, commissaires centraux et patrons régionaux des Renseignements généraux signalent à Jean Vaujour et au gouverneur général des attentats et des attaques à Alger et sa proche banlieue, dans les Aurès, en Kabylie et dans l'Oranais. Dans un premier temps, les informations sont fragmentaires.

Au fil des heures, Alger comme Paris découvrent, bulletins de renseignement à l'appui, que les actions sont coordonnées. La guerre de libération nationale vient de commencer.

S. Raouf

KHEDIDJA KRIMI, SPÉCIALISTE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, AU *JI* :

«Le déclenchement s'est produit dans un climat international favorable»

Dans la nuit du 1er novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) lançait ses premières attaques, donnant le coup d'envoi de la guerre pour l'indépendance de l'Algérie. Les autorités coloniales françaises, malgré les alertes reçues depuis des mois, ont minimisé ces événements, les qualifiant de simples « actes terroristes », révélant ainsi l'aveuglement du système colonial face à l'ampleur du mouvement national. Pour Khedidja Krimi, maître de conférences à l'Université d'Alger 2 et spécialiste d'histoire moderne et contemporaine, cette date reste gravée dans la mémoire collective comme le point de départ d'une lutte décisive pour la souveraineté nationale, façonnée par les premières réactions françaises, les tensions politiques internes et le contexte international.



Entretien réalisé par Amel Saïdi

Le Jeune Indépendant ***: Comment les autorités coloniales françaises ont-elles réagi face aux premières attaques du 1er novembre 1954 ?***

Khedidja Krimi : Les services de renseignement à l'époque coloniale incluaient principalement le 2e bureau et le service de liaison nord-africain (SLNA). Ces services avaient pour mission de surveiller la population algérienne dite musulmane, ses déplacements, ses contacts, d'analyser les mouvements religieux et politiques de ses élites, et d'établir des rapports réguliers. Le système de renseignement colonial ne se limitait pas à recueillir des informations sur les déplacements des Algériens à l'intérieur du pays, mais allait au-delà puisque, selon le droit colonial, les Algériens, où qu'ils s'installent, restaient des sujets soumis à la France.

Cela explique l'importance du témoignage de Jean Vaujour, directeur de la sûreté générale à Alger de juin 1953 à juillet 1955. Dans son livre De la révolte à la révolution (Albin Michel, 1985), Jean Vaujour souligne l'inaction du Gouvernement général en Algérie, lequel ne donnait pas suite à ses rapports. Ces derniers étaient rédigés à partir des informations transmises par ses émissaires au Caire, en Tunisie et au Maroc, et ne manquaient pas d'alerter les autorités coloniales sur le fait que l'Algérie risquait de connaître des troubles imminents.

Les premières réactions des autorités coloniales face aux actions menées le 1er novembre 1954 par le Front de libération nationale et l'Armée nationale (FLN/ALN) confirment, jusqu'à preuve du contraire, le témoignage de Vaujour. Un document de renseignement de trois pages, daté du 11 novembre 1954 et rédigé à Constantine, soit onze jours après le déclenchement de la guerre de libération, contient des informations sur certains dirigeants historiques de la Révolution et leurs activités au sein du mouvement national, notamment au sein du PPA/MTLD et de l'Organisation spéciale (OS). Parmi les noms cités figurent Zighoud Youcef, Saïd Boudjeroudi, Krim Belkacem et d'autres encore.

Dans un autre document, rédigé à Annaba et daté du 25 novembre 1954, le rédacteur confirme la volonté du Rotary Club de financer des milices antiterroristes à Annaba. Les rapports des agents de sécurité décrivant la situation générale sur la majeure partie du territoire s'accordent presque unanimement pour qualifier les événements de novembre 1954 de simples opérations terroristes menées par des groupes de malfaiteurs.

Cela permet de conclure que la discrétion et la confidentialité adoptées par les militants déclencheurs du 1er novembre 1954 étaient indispensables. L'administration coloniale, militaire et civile, ne prit pleinement conscience que le peuple algérien venait de déclencher une guerre sans merci pour recouvrer sa souveraineté nationale qu'après avoir intercepté quelques militants en possession de documents compromettants.

Les mouvements politiques de l'époque étaient-ils unanimes quant au contenu et aux objectifs du texte du 1er novembre 1954 ?

En ce qui concerne le mouvement national en Algérie, il est important de souligner que le Congrès musulman, qui s'est tenu à l'été 1936, a eu un impact positif sur le mouvement national dans son ensemble. La participation de Messali El-Hadj, le 2 août de la même année, a permis de tracer clairement la ligne de conduite révolutionnaire à suivre, malgré les querelles internes au sein du parti révolutionnaire et la pression extérieure représentée par l'impérialisme.

Cette orientation se retrouve dans la Proclamation du 1er novembre 1954 : « Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et de prestiges, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul… ». Cela montre que le FLN avait ouvert ses rangs à toutes les tendances politiques, invitant chacun à se fondre parmi ses militants, les moudjahidine, pour servir la cause nationale.

Quels événements, tant internes qu'internationaux, ont poussé les militants du PPA-MTLD, connus sous le nom des « 22 », à déclencher la Révolution ?

On ne peut pas attribuer le déclenchement de la guerre de libération à un événement précis, si ce n'est la présence coloniale elle-même. Le 1er novembre 1954 marque véritablement le début de la fin de la résistance du peuple algérien contre le colonialisme instauré depuis 1830. Les massacres perpétrés contre des civils à Sétif, Guelma et Kherrata, le même jour que la célébration de la chute, ne furent qu'un maillon parmi tant d'autres de la résistance algérienne. Les rédacteurs du texte adressé au peuple l'ont clairement indiqué : « … En outre, pense un peu à ta situation humiliante de colonisé, réduit sur son propre sol à la condition honteuse de serviteur et de misérable surexploité par une poignée de privilégiés… ».

Cependant, le déclenchement s'est produit dans un climat international favorable, comme le souligne la Proclamation du 1er novembre 1954 : « … sur le plan externe, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabes et musulmans… ».

Quels événements ont poussé les Algériens à prendre les armes ? Est-ce la défaite de la France à Diên Biên Phu, les massacres du 8 mai 1945, ou bien les résultats frauduleux des élections de 1947 ?

Les massacres du 8 mai 1945, auxquels toutes les forces coloniales avaient participé pour réprimer des manifestants sortis célébrer la fin des hostilités, ont laissé les populations prises au piège. Ce comportement génocidaire s'est ajouté à la longue liste des exactions commises contre le peuple algérien. Pour toute administration, les urnes représentent la voie universelle la plus sûre de la démocratie. Or, appliquer ce principe en Algérie, avec un parti politique représentant une masse populaire hostile à la colonisation, comportait de grands risques de renversement de situation. Cela explique la fraude électorale de 1947, orchestrée par Naegelen.

Quant à la bataille de Diên Biên Phu, dernier bastion de la résistance vietnamienne, elle infligea à la France un échec cuisant, la poussant à retirer ses derniers soldats du sol vietnamien. Malgré les nombreux points communs entre les sociétés vietnamienne et algérienne (colonisation, politique de l'administration, militantisme des élites), l'impact de cette bataille sur l'Algérie se limita principalement au retour de plusieurs centaines d'Algériens incorporés comme supplétifs dans l'armée coloniale. Ce phénomène a toutefois contribué indirectement à renforcer les rangs de l'Armée de libération nationale.

PROCLAMATION DU 1er-NOVEMBRE

UN TOURNANT HISTORIQUE VERS LA LIBÉRATION

Le déclenchement de la lutte armée contre l'occupant français à travers la révolution du 1er-Novembre n'a jamais été un acte spontané, précipité, ni une réaction limitée dans le temps et l'espace. Ce fut avant tout un aboutissement de longues luttes pour l'indépendance, d'un processus de résistance sur les plans militaire, culturel et social de tout un peuple, dans toutes les régions.



Pour les historiens, la réunion du groupe historique des Six, le 23 octobre 1954 à Alger, a constitué un tournant décisif ayant amorcé cette révolution armée pour la libération du colonialisme français abject, qui a abouti, sept ans et demi plus tard, au recouvrement de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

Ce groupe historique des Six, ayant regroupé les héros et chefs Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Ben Boulaïd, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat, ont cru en leur cause et se sont armés de détermination et de loyauté.

Visionnaires, ils étaient animés par la conviction profonde que l'heure du salut avait sonné et que l'ère du silence était révolue. Ce sont eux qui ont permis enfin la naissance du Front de libération nationale, rejetant les jeux malsains des autres partis politiques, leurs atermoiements idéologiques et leurs hésitations. Ce sont eux qui ont permis l'annonce de la proclamation du déclenchement de la lutte nationale.

Cette proclamation va devenir, jusqu'à aujourd'hui, un message éternel, un phare et une référence dans la poursuite de l'édification de la patrie.

Cette proclamation historique, suivie par la mobilisation populaire, est devenue une école d'humanité et un modèle unique de persévérance pour la dignité, ayant inspiré les mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Rapidement, le message du groupe des Six a retenti dans les couloirs des Nations unies, chez les Non-alignés et dans les consciences des peuples épris de liberté dans le monde.

C'est pour toutes ses raisons que l'Algérie demeure fidèle à la commémoration de cette date. Car, c'est un moment exceptionnel de communion et d'hommage aux millions de martyrs qui se sont sacrifiés, depuis juin 1830, pour notre liberté, nos valeurs et notre foi.

UN MESSAGE AUX COURANTS EXTRÉMISTES EN FRANCE

Pour toutes les générations, fêter cette date est plus qu'un symbole, c'est une leçon de fierté nationale, de recueillement, de mémoire et surtout d'appartenance à une nation qui s'est levée contre le joug colonial.

Aujourd'hui, pour la jeunesse algérienne, cette date est un catalyseur pour le ressourcement, la communion et un ciment autour de son identité nationale et de son histoire millénaire.

La commémoration cette année en Algérie intervient au moment où en France, l'ex-puissance coloniale, les courants extrémistes et xénophobes développent un discours violent, acharné, vantant la colonisation, et déniant les crimes, les tragédies, les destructions, les disparitions, les exils forcés ainsi que les spoliations et expropriations. On s'entête à rejeter la barbarie d'un siècle et demi, les politiques abominables et l'appauvrissement systématique de tout un peuple, sacrifié pour les intérêts de l'Empire colonial, de sa bourgeoisie, de ses colons amenés en masse et autres émigrés devenus «pieds noirs».

Le peuple algérien a subi une véritable épuration ethnique, victime d'une politique génocidaire, subissant des atrocités incroyables pour vider son territoire et abandonner ses terres ancestrales, afin de faciliter l'installation de ces «Européens» à la recherche de nouvelles ressources et de nouvelles richesses.

C'est pourquoi la célébration de cette date revêt un caractère particulier : montrer les sacrifices de nos martyrs, mais aussi rappeler les crimes contre l'humanité commis par les armées françaises. C'est montrer également un attachement ombilical à cette mémoire collective des Algériens, dont il est impossible de renoncer.

Mohamed K.

LA NUIT DU 31 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE 1954

Une échappée historique aux radars du renseignement français

Jean-Charles Jauffret, historien, spécialiste des questions militaires de la guerre d'Algérie :

«Aucun des services de renseignement (SR) ne s'attendait à un mouvement de grande ampleur, mais à des troubles à partir de la fin de l'été 54. Il est plus difficile en temps de paix de faire prendre en considération un renseignement que de l'acquérir. Les Cassandre du renseignement se heurtent à un axiome depuis la très sévère répression de mai-juin 1945 à Sétif et le Constantinois : l'ordre règne en Algérie et les politiques ne veulent rien entendre. A deux reprises en mai et septembre 1954, le Service des liaisons nord-africaines (SNLA, dirigé par le colonel Schoen) tente d'alerter le gouverneur général, Roger Léonard, mais son information n'est pas prise en considération. Les autres services, sous les ordres du préfet Jean Vaujour, chef de la Sécurité générale d'Alger, avaient choisi de pénétrer les réseaux nationalistes jusqu'à ceux des fabricants de bombes à Alger (…) Fait nouveau, le Deuxième bureau envisage l'éventualité d'une action directe du CRUA. Mais la réunion du Clos Salembier, celle des ''Vingt-deux'' (Clos-Salembier) est ignorée''.

Claude Faure, ancien officier du SDECE/DGSE, devenu historien du renseignement français. Il est l'auteur, chez Fayard (2004), de «Aux services de la République, du BCRA à la DGSE» :

Les services français de renseignement n'ont pas vu venir l'insurrection du 1er novembre 1954. «Ils ne s'y attendaient pas. Avant cette date, les efforts du renseignement français, en particulier le 2e bureau et le SDECE, sont tournés vers l'Indochine.

L'Algérie est couverte par les services de police – RG, DST, gendarmerie – et le Service des liaisons nord-africaines (SNLA) du colonel Schoen. En mars 1954, la DST déclenche une opération dite ''Sirocco'' destinée à démanteler un réseau d'activistes.

Le mois suivant, des rapports des RG et de la DST atterrissent chez le gouverneur général, Roger Léonard, et le patron de la sécurité générale en Algérie, Jean Vaujour. Teneur des notes reçues : de petits stocks d'armes et d'ateliers de fabrication de tracts et de bombes ont été découverts dans plusieurs villes du territoire. Les services de renseignement ont en leur possession quelques informations sur ce qui se passe, sur ce qui pourrait se préparer. Mais à aucun moment, ils ne pensent à l'imminence d'une insurrection générale''.

L'insurrection déclenchée, «le président du conseil, Pierre Mendès France, instruit les ministres de l'intérieur et de la défense de mobiliser tous les services. Une priorité est fixée : neutraliser les chefs et venir à bout du mouvement. Le général Cherrière, commandant des forces en Algérie, décide de mettre en place dans toute l'Algérie des centres de renseignement opérationnel. Toute la politique du renseignement va se faire à la lumière de l'expérience indochinoise. Dès décembre, une structure du 11e choc, le bras opérationnel du SCEDE, est mise sur pied pour les besoins d'opérationnelles spéciales en Algérie. Les choses s'accélèrent à partir de 1955. Un arrêté interministériel daté du 11 mai définit la stratégie du renseignement français et en fixe les priorités. Un comité «Algérie» est installé auprès du directeur du SDECE. L'immigration algérienne est particulièrement surveillée. Outre la DST et les RG, on mobilise le SDECE pour la première fois en métropole.

Fixées par le pouvoir politique, elles sont principalement au nombre de deux : l'élimination des chefs politico-militaires et le démantèlement des réseaux d'armement du FLN. Des bateaux ont été détruits et des filières démantelées, notamment en Allemagne. Sur le premier point, citons l'opération qui a ciblé au moyen d'un poste piégé le chef de la wilaya 1 ou le plan avorté de liquidation de Ben Bella au Caire''. Les services de renseignements ciblent également les dirigeants de la Révolution dont Boudiaf, Aït-Ahmed, Ben Bella et Khider qui se trouvaient – en compagnie de Mostéfa Lacheraf – à bord de l'avion détournée par l'armée française. ''A l'origine, un renseignement du chef de poste du SDECE à Alger, le lieutenant-colonel Germain, selon lequel quatre des chefs historiques du FLN, Ait-Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider allaient emprunter un avion de la Royale air Maroc desservant Tunis via l'Algérie. Max Lejeune, secrétaire d'Etat aux forces aux armées dans le cabinet de Guy Mollet, dit ''ok'' pour le détournement. Jusqu'à la fin de la guerre, le SDECE s'efforcera de suivre à la trace les dirigeants du FLN au Maghreb, en Egypte, dans les pays de l'Est, en Allemagne, en Suisse et en Italie. Il mobilisera à cet effet ses antennes locales et sollicitera un échange d'infos avec les services alliés».

Raouf S.

Béjaïa, le cœur discret de la Révolution

Le déclenchement de la guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954, a trouvé dans la région de Béjaïa un terrain fertile pour la résistance. Alors que l'insurrection gagnait tout le pays, c'est dans cette zone, devenue la Wilaya III (Kabylie), que la Révolution a posé l'un de ses socles organisationnels et politiques les plus solides, notamment avec la tenue du Congrès de la Soummam en août 1956.



La région de Béjaïa, par l'entremise de la Wilaya III, n'a donc pas été qu'un simple théâtre d'opérations, elle a joué un rôle stratégique en faveur de la lutte armée, répondant très tôt à l'appel de Novembre. Elle a été le laboratoire politique, voire la colonne vertébrale militaire qui a permis à la Révolution de se structurer et de tenir tête à l'une des plus grandes armées du monde. Le soulèvement dans cette zone ne fut pas isolé. Il était le fruit d'une longue préparation menée par les militants issus notamment du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et de l'Organisation spéciale (OS), l'aile paramilitaire clandestine et, bien avant, des militants du Mouvement nationaliste algérien (MNA), qui ont su mobiliser les populations rurales kabyles et obtenir auprès d'eux l'essentiel, en l'occurrence le ravitaillement, le renseignement et le recrutement.

Ces réseaux, qui préexistaient grâce à une intense activité politique menée auparavant par des militants du Mouvement nationaliste algérien, ont permis une mobilisation rapide dans toute la région pour former les premiers maquis de l'Armée de libération nationale (ALN). Ainsi, dès le 1er novembre 1954, des actions armées ciblées furent menées dans la région pour marquer le début de l'insurrection, et une intense campagne d'information et de sensibilisation de la population a été lancée, surtout en 1955, pour expliquer les objectifs de la Révolution et consolider le soutien populaire, essentiel à la survie du maquis et qui a conduit, un an plus tard, les artisans de la Révolution à l'organisation du Congrès de la Soummam. Un événement emblématique, le plus structurant de la Révolution, non seulement pour la région mais pour l'ensemble du pays. Organisé secrètement dans le village d'Ifri Ouzellaguen, à quelque 15 kilomètres d'Akbou, dans la vallée de la Soummam, ce congrès, qui a réuni l'essentiel des chefs historiques de la Révolution, fut le moment fondateur qui a transformé la révolte en une véritable révolution dotée d'institutions.

Ces principes fondateurs étaient basés, entre autres, sur la doctrine de la primauté du politique sur le militaire : décision la plus importante qui stipulait que la direction politique, le FLN, devait guider l'action militaire de l'ALN, assurant une légitimité aux futurs dirigeants politiques. La primauté de l'intérieur sur l'extérieur était aussi l'un des principes qui visaient à affirmer que les décisions clés devaient être prises par les chefs combattants sur le sol algérien et non par les membres des délégations du FLN en mission à l'étranger. La création d'institutions comme le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), agissant comme un Parlement du mouvement, et le Comité de coordination et d'exécution (CCE), formant l'exécutif de la Révolution a été une décision adoptée par les congressistes.

Grâce à son organisation, la Wilaya III est devenue un modèle de résistance qui donnera des sueurs froides au colonisateur, lequel emploiera plus tard tous les moyens militaires pour réprimer les combattants de la région, dont l'opération ''Jumelles'', qui durera plus de 9 mois, dès juillet 1959, généralisée dans toute la région. Selon les historiens, le Congrès de la Soummam a donné à la Révolution un programme et a permis la création d'une république démocratique et sociale dans le fond : une stratégie unifiée, essentielle pour obtenir la reconnaissance internationale.

MIRA, PIONNIER DU MAQUIS SOUMMAMIEN

combattants de la région de Béjaïa ont joué un rôle majeur dans la lutte armée, à l'image d'Abderrahmane Mira. Né en 1922 à Taghalat, dans la commune de Béni M'likèche (actuelle daïra de Tazmalt), il s'engage très tôt dans le militantisme. Installé en France, il milite au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), où il acquiert une solide formation politique anticolonialiste. Dès le déclenchement de la Révolution, en novembre 1954, il rentre en Algérie et figure parmi les premiers organisateurs des maquis dans la région de la Soummam (Béjaïa). Il joue un rôle clé au sein de l'ALN, participant activement à la structuration de la résistance et à la fondation des maquis. Il compte parmi les cadres importants de la Wilaya III.

En août 1956, il est chargé de sécuriser le Congrès de la Soummam, un événement fondamental pour l'organisation politico-militaire de la Révolution. Il occupe successivement des postes de responsabilité, notamment à la tête de la Wilaya VI (Sahara) de 1956 à 1957. Après la mort du Colonel Amirouche, en mars 1959, il prend la tête de la Wilaya III. Désigné officier supérieur, Abderrahmane Mira est affecté à la base arrière de la Révolution en Tunisie. Il est chargé de la logistique, de l'organisation et de la coordination des activités de l'ALN à partir du territoire tunisien et aux frontières, ainsi que de la sécurisation de l'arrivée des armes, des munitions et des équipements provenant de l'étranger, notamment du Comité de coordination et d'exécution basé à l'extérieur.

Sa mission consiste aussi à superviser l'acheminement de ce matériel vital vers les différentes wilayas de l'intérieur, en particulier les Wilayas I, II, et III, qui étaient limitrophes des frontières de l'Est. Il s'assure du bon déroulement des passages de militants et de combattants entre l'intérieur (pour les missions ou les soins) et la base extérieure (pour la formation ou les rencontres politiques). Surnommé par l'armée française le « Tigre de la Soummam » en raison de son courage, de son sens de la stratégie et de son efficacité dans la lutte armée, Abderrahmane Mira est mort au combat le 6 novembre 1959 près du col de Chellata, au nord d'Akbou, lors d'un affrontement avec l'armée française, qui avait déployé d'importants moyens pour l'éliminer, en pleine opération ''Jumelles'' conduite par le général Maurice Challe.

LA RÉSISTANCE PAR LES COMMANDOS URBAINS

D'autres moudjahidine et commandos locaux moins connus à l'échelle nationale, mais importants localement, ont sacrifié aussi leur vie. Leur combat symbolise la détermination des Algériens à recouvrer leur indépendance par la lutte armée. Abdelkader Mezzai était l'un d'eux. Le créateur des commandos dans la ville de Béjaïa, qui fut une zone autonome secondant celle d'Alger dans les opérations spectaculaires, il est mort en 1959. Son activité était axée sur le combat urbain et les opérations ciblées contre l'ennemi. Abdelkader Belouad, originaire de Toudja, ancien moudjahid et membre du bureau de l'Organisation nationale des moudjahidine de Béjaïa, a participé à des opérations commandos en milieu urbain et à des batailles majeures dans la région 4 de la Soummam, où il a armé des éléments lors d'attaques de convois militaires français.

Djoudi Attoumi, né à Aït Oughlis, Sidi-Aïch, est militant du MTLD puis de l'ALN à partir de 1956. Affecté au poste de commandement (PC) de la Wilaya III et officier dans la vallée de la Soummam, il est membre de la sous-commission locale du cessez-le-feu en mars 1962. Après ses études primaires à l'école de Tighzert (Sidi Aïch), il rejoint Alger en octobre 1952 pour des études commerciales. Il milite d'abord au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il rejoint les maquis en 1956, juste après le Congrès de la Soummam, à l'âge de 18 ans. Il est directement affecté au PC de la Wilaya III. Il assume alors plusieurs responsabilités au sein de l'ALN (Armée de libération nationale) et du Front de libération nationale (FLN), notamment en tant qu'officier de l'ALN et secrétaire particulier du Colonel Amirouche.

Une autre figure, et pas des moindres, a également marqué la mémoire de la région par son engagement dans la guerre de libération nationale. Né à Seddouk le 2 février 1937, Rachid Adjaoud, militant précoce, rejoint la cellule du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). En 1955, il crée une cellule logistique pour aider les combattants, qu'il rejoint lui-même en 1956. Alors qu'il n'a que 18 ans, il fait partie du secrétariat chargé de la frappe des résolutions de la plateforme de la Soummam avec Tahar Amirouchène, Abdelhafid Amokrane et Hocine Salhi. Il est ensuite recruté par le Colonel Amirouche pour faire partie de son secrétariat particulier en Wilaya III.

Son livre, la Guerre de libération : récits et témoignages, aborde la guerre de 1954 à 1962 et décrit différentes opérations menées sur le territoire de la Wilaya III, où il était également impliqué dans le processus d'assainissement (la "Bleuite") en tant que membre du « comité d'épuration ». Il relate la bataille Oumssine (20 janvier 1956) près de la vallée d'Amizour, l'embuscade dite « du pont de S'Fayeh » à Acif El-Hammam le 11 juin 1960.

Le parcours de Hocine Benmaalem est, quant à lui, marqué par son double engagement dans la guerre de libération nationale et sa longue carrière militaire après l'indépendance de l'Algérie, atteignant le grade de général-major à la retraite.

Né en 1939 à Qalaat Béni Abbès (Kelâa Nath Abbas), il rejoint l'ALN en Wilaya III (Kabylie) en mai 1956, au lendemain du mot d'ordre de grève des étudiants. Au maquis, il sert aux côtés du Colonel Amirouche, dont il est le secrétaire personnel et le fidèle compagnon. Après la mort du Colonel Amirouche, il est envoyé pour une formation militaire au Moyen-Orient. De 1959 à l'indépendance, il intègre les troupes des frontières à Ghardimaou. Sa proximité avec le Colonel Amirouche Aït Hamouda, chef historique de la Wilaya III (Kabylie), dont il fut le compagnon, fait de lui un témoin privilégié des actions et des défis de l'un des chefs militaires les plus légendaires et les plus respectés de la révolution algérienne.

L'ART DE LA GUÉRILLA : SABOTAGES ET EMBUSCADES

De nombreux autres moudjahidines et martyrs (chouhada) locaux, souvent moins médiatisés au niveau national, ont joué un rôle essentiel au sein du FLN et de l'ALN de ces zones montagneuses et de la vallée de la Soummam, notamment pour leurs actions de sabotage, leurs embuscades et la fourniture de renseignements et de logistique, dont Madjid Khatri (moudjahid). Ayant servi dans le commando de choc de la région 3, il s'est distingué par des actions militaires sur la RN 26, notamment dans les alentours d'Akbou et de Tazmalt. Il est souvent associé à la bataille d'Iamourène (juin 1958). Une confrontation majeure qui a eu lieu à Ighram, où une compagnie du bataillon de choc de la Wilaya III a résisté face à un grand nombre de forces françaises (parachutistes, légionnaires). Le commandant Si H'mimi Fadhel est aussi une figure significative de la guerre de libération nationale algérienne (1954-1962), particulièrement au sein de la Wilaya III (Kabylie). Il opère principalement en Wilaya III (Kabylie). Son engagement précoce lui permet de participer aux premières phases de la Révolution, figurant ainsi sur la liste des officiers et cadres de la Wilaya III. Le défunt Si H'mimi Fadhel publie son témoignage dans l'ouvrage du Dr Djamel-Eddine Bensalem, intitulé Voyez nos armes, voyez nos médecins. Chronique de la Zone I, Wilaya III et l'Epopée de Si H'mimi.

Le lieutenant Hocine Lahlou était, pour sa part, un cadre de haut rang dans la zone opérationnelle qui couvre Tazmalt. Il fut un héros de la Wilaya III et chef du célèbre bataillon de choc de la Wilaya III, dirigé par le Colonel Amirouche. Une unité d'élite, souvent déployée pour des missions stratégiques et des coups de main dans le Djurdjura et ses contreforts, région à laquelle appartient Tazmalt. Hocine Lahlou tombe au combat en juin 1958 lors de la bataille de Tikjda, zone de montagne située dans le Djurdjura, entre Bouira et Tizi Ouzou, non loin de Tazmalt, localité servant de zone de passage, de ravitaillement et de soutien pour les unités de l'ALN.

N. Bensalem

La presse au lendemain du 1er Novembre

De L'Echo d'Alger au Monde en passant par France-Soir, La Dépêche de Constantine et L'Humanité, la presse a été surprise par le 1er novembre.


FONT-L'EVÊQUE VALROY TOUJOURS CRÉMEUX

France-soir

LE SEUL QUOTIDIEN FRANÇAIS TIRANT A PLUS D'UN MILLION

TOUTE DERNIÈRE SPÉCIALE

BRUSQUE FLAMBÉE TERRORISTE EN ALGÉRIE

Une trentaine d'attentats (bombes et incendies) ont été commis

5 morts (1 officier, 2 soldats, 2 gardiens de nuit) et une dizaine de blessés déjà dénombrés dans les régions d'Alger et de Constantine

C'est en larmes que ces deux mères anglaises ont dû échanger leurs deux bébés pour 24 heures

Avions et bateaux partis de New-York, des Bermudes de Terre-Neuve et des Açores recherchent un Superconstellation de la marine américaine disparu au-dessus de l'Atlantique avec 42 personnes à bord

L'autre journal algérois, la Dépêche quotidienne d'Algérie ne lésine pas sur la manchette et les caractères attrayants : « Des terroristes ont opéré en divers points du territoire algérien ». Exergue à l'appui, il insiste sur le timing choisi : « A la même heure », 1h15, ce qui n'est pas tout à fait le cas partout. Comme L'Echo d'Alger, La Dépêche quotidienne – propriété du sénateur Henri Borgeaud – publie en ''une'' un article commenté. Gras de rigueur, l'auteur de l'article anonyme appelle – en titre — à « frapper à la tête ».

« Cette soudaineté et cette discipline dans l'action, succédant au calme, ce mot d'ordre de sabotage et d'attentats spectaculaires, s'étendant à la même heure sur tout le territoire, sont la constatation troublante qui s'impose et qui tend à éclipser les dégâts pourtant considérables et les morts qu'on a eu à déplorer (…) Elles sont indubitablement la preuve que les gens qui ont réussi à préparer leur opération sans éveiller l'attention des forces de surveillance, à la déclencher à l'heure H et aux endroits choisis, enfin à tuer et à incendier en prenant les précautions de couper partout les fils téléphoniques pour empêcher que soit donnée l'alerte, ces gens-là n'en sont certainement pas à leur coup d'essai. C'est pourquoi la première impression est que des éléments étrangers ont dû s'infiltrer en Algérie pour mettre leur expérience au service de meneurs sur qui les autorités locales ont les yeux fixés depuis longtemps ».

Le journal ironise sur la tournée de fraîche date du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, après le séisme qui a frappé Orléansville (Chlef). « Il y a peu de temps, un ministre de passage en Algérie s'étonnait presque en s'extasiant que l'Algérie ne fut pas autre chose que la France ! Il ne suffit pas de le proclamer ; il ne faut pas que les déclarations officielles faites au hasard d'un voyage restent des promesses de banquet. Il faut vouloir voir le mal là où il est et dénoncer les meneurs là où ils sont ; on les connaît. Il ne suffit pas de renforcer les mesures de sécurité, de doubler symboliquement les brigades de gendarmerie là, par exemple, où il y a trois gendarmeries. Il faut frapper cette poignée d'agitateurs et les frapper à leur tête''.

Seul journal à ne pas mettre l'Algérie en ''une'' dans son édition du 2 novembre, L'Echo d'Oran titre sur la largeur de la dernière page : « Attentats terroristes sur le territoire algérien ». Évoquant des « actes criminels », il les attribue à des « groupes et isolés ». Sous le titre de « L'Algérie demeure saine », un journaliste de la rédaction se livre à un premier commentaire au ton optimiste. « Si les terroristes du PPA ont tenté de mettre en pratique leurs théories, le mouvement anarchiste qu'ils voulaient plus ample, plus sanglant, a complètement échoué. L'effet de surprise a été manqué. Les masses populaires, nos saines populations rurales et même celles des villes, réfractaires – parce qu'elles comprennent – à toute campagne subversive de meneurs ne formant qu'une infime minorité, se sont désintéressées d'une action conçue à l'étranger et préparée sur notre territoire par d'ambitieux politiciens. Elles ont fait face à la situation avec un calme et un sang-froid remarquables ».

Le journal poursuit en s'efforçant de rassurer et de se rassurer. « Les attentats criminels que nous déplorons ne sont l'œuvre que d'individus ou de groupes isolés et jamais, comme le démontrent les évènements, ils n'ont constitué une action d'ensemble, concertée. Les consignes n'ont été suivies que par quelques illuminés, dont la bonne foi a été le plus souvent surprise par une campagne mensongère (…) l'ordre a pu être rapidement rétabli sur l'ensemble du territoire (…) à aucun moment, les services de sécurité n'ont été débordés ; ils ont toujours été maîtres de la situation. Le calme règne partout (…) Quoi qu'il en soit, cette alerte doit servir de leçon ; elle ne doit plus se reproduire, car toute faiblesse serait une faute et compromettrait l'avenir ». S'adressant à son lectorat, la dépêche de Constantine et de l'Est algérien met l'accent sur les actions qui ont touché l'est du pays. « Le sud-est constantinois théâtre de sanglants évènements » et « Les Aurès au cœur de la tragédie ». A la différence des journaux d'Alger et de L'Echo d'Oran, le canard constantinois ne se livre à aucun commentaire dans son édition du 2 novembre. Il se contente d'une description plus détaillée des foyers d'incendie. Il dénonce des « criminels ».

L'Humanité n'utilise aucunement les qualificatifs de terroristes et de criminels. Pour tout commentaire, il se contente d'un titre en gras sur l'oreille gauche : « Grave évènements en Algérie ». Il signale l'envoi par le gouvernement de trois bataillons de parachutistes et de trois compagnies de CRS. Le journal de gauche rappelle la teneur d'un article publié dans ses colonnes dès le 18 octobre. « Nous alertions l'opinion sur les préparatifs suspects qui étaient en cours dans le Constantinois (…) Ce n'est pas sans inquiétude qu'a été relevée en Algérie la conférence à Constantine du général de Latour (ndlr, résident général de France en Tunisie) avec le gouverneur général d'Algérie Léonard ». La teneur de l'article du 18 octobre rappelée, le journal commente un factuel : « Ajoutons qu'il est assez troublant que les évènements d'hier (dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre) se soient produits au moment même où le secrétaire d'Etat à la Guerre Jacques Chevallier séjourne en Algérie et y confère avec le gouverneur général Léonard précisément ''des mesures à prendre, sur les confins algéro-tunisiens, pour mettre un terme aux incursions des fellaghas''.

Seul journal de gauche en Algérie avec son homologue Oran Républicain, Alger Républicain se garde de parler de terrorisme et d'actes criminels. « Attentats hier à travers l'Algérie », titre-t-il en bandeau. Le journal parle d'« envoi de forces de répression dans le Constantinois et les Aurès », allusion aux trois bataillons de parachutistes et aux trois compagnies de CRS. Alger Républicain est le seul à consacrer un éditorial à la nouvelle donne algérienne. « Plusieurs attentats se sont produits en Algérie dans la nuit de dimanche à lundi. Et pourtant, il y a seulement quelques semaines des personnalités officielles – et tout dernièrement même un ministre (ndlr : François Mitterrand) – prétendaient faire partager leur sérénité de façade à propos du ''calme'' qui régnait ici ».

Raouf S.


Le Journal d'Alger

Hier, série d'attentats terroristes en Algérie

30 attentats dénombrés

Sept morts

Le vrai visage de Messali

FELLAGHAS A LA FRONTIÈRE

L'origine du problème est en Tunisie où le commandement doit pouvoir maîtriser promptement la situation

Belkacem Djaafria, l'élève de l'historien Abderrahim Taleb Bendiab

Au miroir de son vécu, les souvenirs professionnels se bousculent. A commencer par les « memories » des années « baptême de feu », celles de ses débuts sous la bannière de l'ENTV. La mémoire de Belkacem Djaafria s'en rappelle comme si cela datait d'hier.



Son parcours professionnel est jalonné de bons points. Qu'il s'agisse des sujets ''news'', des reportages pour les besoins des JT et des émissions d'information ou des documentaires thématiques, le compteur des ''travaux'' signés par ses soins a toujours tourné à plein régime. « C'est un journaliste à la persévérance de tous les instants. C'est surtout un passionné de l'histoire du mouvement national et de la guerre de libération », témoigne à son crédit son premier directeur de l'information, Ammar Bakhouche. Féru d'histoire, Belkacem Djaafria l'est et à l'envi. A la différence de nombre de ses pairs qui se sont passionnés pour ces sujets une fois leur carrière lancée, le natif de Sedrata y était déjà préparé. L'histoire, il a aimé avant de franchir le portail du 21, bd des Martyrs en 1990. Entre 15 et 18 ans, il était un lecteur insatiable de livres et de textes sur la guerre d'indépendance. De surcroît, son intérêt pour ces sujets a été nourri par le passé révolutionnaire de son berceau de naissance. En effet, le nom de Sedrata résonne dans l'histoire comme un bastion nationaliste qui, entre autres figures, a enfanté deux officiers de l'ALN et de l'ANP : le colonel Said Abid et le commandant Salah Soufi, de son vrai nom Salah Bendidi.

Quand l'ENTV a diffusé – avec le succès que l'on sait – Aux sources de Novembre, la série de films documentaires signés Djelloul Haya, Belkacem Djaafria n'était pas encore à pied d'œuvre au 21, bd des Martyrs. Il le sera en décembre 1990. « C'est moi qui l'ai recruté et c'est moi qui l'ai soumis au test de sélection. D'entrée, j'ai décelé chez lui une ambition féconde et une envie de réussir », rappelle Ammar Bakhouche. Affecté à la rubrique internationale, Belkacem Djaafria sera vite rattrapé par son sujet de prédilection. En 1993, de retour pour la seconde fois à la tête de la Télévision, le regretté Abdou B. veut poursuivre le travail lancé lors de son premier passage au « 21 ». A la veille du 39e anniversaire du 1er-Novembre, Ammar Bakhouche charge Belkacem Djaafria de faire un portrait sur Krim Belkacem, membre du comité des Six, chef de la Zone III, vice-président du GPRA, membre du comité interministériel de guerre et chef de la délégation algérienne aux négociations d'Evian.

En concertation avec Abdou B., le directeur de l'information jette son dévolu sur le journaliste dont il connaît l'intérêt pour les sujets d'histoire. Dans un premier temps, Belkacem Djaafria semble réticent, et pour cause ! S'il s'agit de faire un portrait sans dire que Krim a été assassiné, autant se désister. Cela n'a pas échappé à Ammar Bakhouche. « Tu écris ton sujet comme tu le sens et en professionnel. Tu portraitures Krim Belkacem comme il a été à l'épreuve des faits ». Le directeur de l'information valide le texte sans y toucher. Le soir, les téléspectateurs découvrent au JT un portrait d'une durée de quatre minutes. Pour la première fois, l'ENTV évoque l'assassinat de Krim Belkacem. Le journaliste conclut son portrait en ces termes : « L'Algérie se souviendra toujours du nom qui a paraphé – en son nom – le 18 mars 1962 les Accords d'Evian », couronnement du combat libérateur par l'indépendance et la liberté retrouvée. Le sujet a eu une grande résonance.

Quelques semaines plus tard, le 27 décembre 1993, l'ENTV veut être au rendez-vous de la commémoration du 36e anniversaire de la mort de Abane Ramdane (27 décembre 1957). A l'évidence, il est hors de question aux yeux de l'ENTV de Abdou B. de faire un remake de la une du journal El Moudjahid (numéro 24 daté du 29 mai 1958) : « Abane Ramdane est tombé au champ d'honneur ». Pour Ammar Bakhouche, l'auteur du portrait de Krim est tout indiqué pour signer le sujet Abane appelé à passer au JT de 20h. Belkacem Djaafria raconte l'histoire en faisant un focus sur le voyage fatidique de Tunis à Tétouan via l'Espagne. La chute du texte est à l'image de celle du portrait sur Krim. Poignante et douloureuse : « Le fils de Azouza – visage natal de Abane – restera une blessure dans la mémoire de la Révolution. » En l'espace de huit semaines, la Télévision algérienne a signé par la plume d'un jeune journaliste de 34 ans deux sujets sur des figures nationalistes. Deux dirigeants de la Révolution dont les assassinats ont longtemps été occultés dans les JT et autres programmes. Forts d'un traitement à rebours du traitement antérieur, les deux sujets ont fait parler. Des téléspectateurs à la critique médiatique, en passant par la classe politique, tous ont salué une rupture dans la narration de deux épisodes longtemps victimes de la chape de plomb.

De sujet ''news'' en reportage, Belkacem Djaafria poursuit son bonhomme de chemin, animé plus que jamais par sa passion pour les thématiques de la guerre de libération nationale. A l'aube des années 2000, il s'attaque à un sujet sur ''ceux qui ont dit non à la guerre d'Algérie'', les déserteurs et les insoumis français. Une fois n'est pas coutume, ça ne sera pas un sujet d'une poignée de minutes destiné au JT mais un film documentaire programmé dans le cadre du 40e anniversaire de la signature des Accords d'Evian et la proclamation du cessez-le-feu. Inspirés, Belkacem Djaafria et l'ENTV intitulent le film On nous appelait les déserteurs, un titre qui résonne en écho à On nous appelait fellaghas, le premier livre du Commandant Azzedine (éditions Stock, 1976). Voulu comme un ''hommage'' aux Français qui ont aidé la guerre d'indépendance – déserteurs, insoumis, objecteurs de conscience –, le film a donné la parole à neuf déserteurs dont Noël Favrelière, parachutiste qui a déserté avec arme et bagages après avoir libéré un moudjahid prisonnier. Belkacem Djaafria a également recueilli les confessions de Jean-Claude Giradin, André Gazut, Michel Bauzut, Louis Orhant et d'autres réfractaires à la guerre d'Algérie. Diffusé sur la Chaîne nationale et Canal Algérie, On nous appelait les déserteurs a fait l'objet d'une dépêche AFP, ce qui a permis de lui donner un surcroît de résonance à l'étranger. Le lendemain, France 3 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a invité Djaafria à parler de son film et de ses entretiens avec les déserteurs.

Autre temps fort de l'œuvre de Belkacem Djaafria dans le registre de l'histoire et de la mémoire, un film pertinemment documenté sur le ''réseau yougoslave'' de soutien à la guerre de libération. Un magnifique gros plan sur Stevan Labudovic (1926-2017), plus connu sous le nom du ''cameraman de la Révolution''. C'est Belkacem Djaafria qui a eu l'idée de ce film et l'a suggérée à la direction de l'ENTV. Fruit d'un tournage d'une vingtaine de jours dans les Balkans, réalisé par Ali Fateh Ayadi, l'Œil témoin. Le Réseau yougoslave – un titre signé Ayadi – lève le voile sur l'aide de Labudovic et des Yougoslaves à l'Algérie en lutte. Belkacem Djaafria a également crédité la Télévision algérienne et la mémoire de la guerre de libération d'autres documentaires dont « Les intellectuels suisses : les plumes de la liberté » et « La ferme Aïn S'fa », un centre de torture dans la région de Tissemsilt. Produit de l'Institut des sciences politiques et de l'information – promotion 1982-1986 – aux côtés d'un autre passionné d'histoire, Mustapha Aït-Mouhoub, Belkacem Djaafria ne résiste pas à l'envie d'une pensée émue et reconnaissante à l'endroit du regretté Abderrahim Taleb Bendiab (1937-1992). Historien, enseignant à l'Institut, « c'est lui qui m'a fait aimer l'Histoire. Je lui dois beaucoup et je ne le remercierai jamais assez ».

S. Raouf

DJELLOUL HAYA AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«L'insurrection du 1er-Novembre a été le fruit de luttes politiques et syndicales et de préparation à la lutte armée»

Entretien réalisé par S. Raouf

C'est un temps heureux dans l'histoire de la Télévision algérienne, un de ces motifs de fierté pour la maison du 21, bd des Martyrs. A l'automne 1990, le plus lourd des médias publics algériens a signé l'une de ses meilleures productions : Aux sources de Novembre, un film documentaire en quatorze épisodes écrit et réalisé par Djelloul Haya. Diplômé du prestigieux VGIK, l'Institut du cinéma de Moscou, lauréat d'un diplôme de réalisateur de télévision et de documentaire, ce passionné d'histoire a dédié six années de sa vie à deux méga-productions : Aux sources de Novembre (1990) et les Grands dossiers des Accords d'Evian (1992).

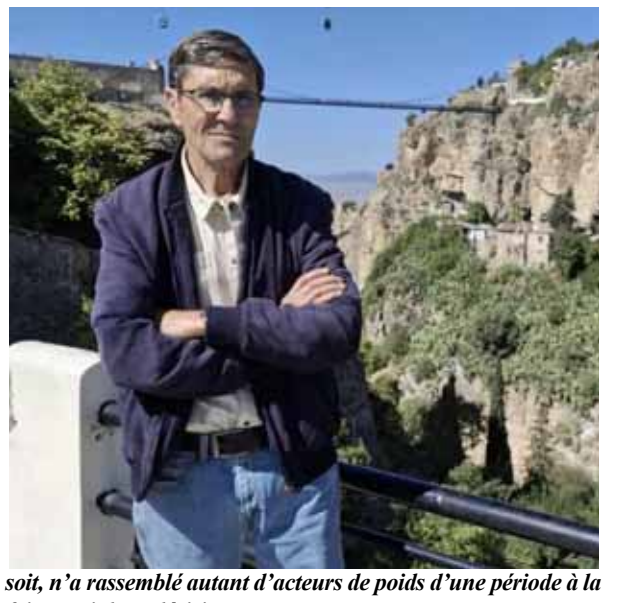
Le Jeune Indépendant : Aux sources de Novembre a été diffusé à l'automne 1990. Nous sommes dans l'après-octobre 1988 et à la veille d'un contexte politique et sécuritaire pour le moins tendu. Les signes avant-coureurs de ce qu'on appellera plus tard la ''tragédie nationale'' se profilent à l'horizon. A l'époque, d'aucuns avaient été tentés de faire remarquer que le moment n'était pas propice pour le retour d'histoire et la diffusion de film documentaire.

Djelloul Haya : Une précision d'ordre calendaire s'impose. La préparation de Aux sources de Novembre remonte à début 1988. Il s'agit d'un film documentaire décliné en quatorze épisodes. La série a été diffusée à l'automne 1990, à la veille de la célébration du 36e anniversaire du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954. Le timing a été choisi à dessein. La célébration du 36e anniversaire, force est de le rappeler, a eu lieu sur fond de bouillonnement démocratique. Entre autres demandes fortes exprimées par la société algérienne, notamment la jeunesse, une pressante demande d'histoire. Les débats de l'époque et l'effervescence médiatique de l'après-octobre en attestent : le retour sur les épisodes du mouvement national et de la guerre de libération, et la réémergence de figures nationalistes effacées du récit national figurent au rang des revendications. Contrairement à ce que d'aucuns étaient tentés de croire, comme tu le dis, l'aube des années 1990 était un moment plus que propice pour le retour sur les années du mouvement national. Manifestement, le contexte s'y prêtait parfaitement. Après la secousse d'octobre 1988, les citoyens algériens étaient très désireux de connaître le cheminement du mouvement national et l'histoire de la Révolution. J'en veux pour preuve l'écho suscité par la diffusion de la série documentaire auprès des Algériennes et des Algériens. L'engouement populaire était sans précédent. Les jours de diffusion, les rues des villes et des villages étaient désertes. A l'heure du prime time – et après le JT –, les téléspectateurs s'installaient devant le petit écran en quête de savoir et d'éclairage sur le processus qui a mené à l'indépendance. Le taux d'audience battait son plein, preuve s'il en est que le moment était opportun. Le lendemain de chaque épisode, les Algériens débriefaient le contenu de l'épisode et débattaient avec passion de la teneur des témoignages dont ceux, inédits, d'acteurs qui étaient impliqués de bout en bout dans la dernière ligne droite avant la nuit salutaire du 31 octobre au 1er novembre.

Qui a été à l'origine de l'idée du film documentaire, la direction de l'ENTV ou le réalisateur ?

C'était mon idée, une proposition acceptée et validée sans la moindre hésitation par la direction de la Télévision nationale. Je ne saluerai jamais assez la mémoire du regretté Abdou B., qui présidait à l'époque aux destinées du 21, bd des Martyrs. J'ai eu la chance de faire sa connaissance bien avant mon entrée à la Télévision algérienne. Il connaissait mon intérêt et mon engouement pour l'histoire du mouvement national. A mon retour d'un détachement en France en 1987, j'ai réalisé trois moyens métrages dont un sur la torture, avant de passer directement aux documentaires, poussé en cela par ma passion pour les sujets d'histoire. Pour moi, la grande référence de l'Algérie, c'est une référence historique : la guerre de libération nationale. J'ai décidé de m'attaquer à un ambitieux projet : un voyage dans l'histoire du mouvement national, à l'heure de la rupture et du basculement dans la Révolution. Premier projet à susciter mon intérêt : la guerre de libération nationale. A la même période, j'ai songé, résolument déterminé, à un deuxième projet : les Grands dossiers des Accords d'Evian. Je me suis dit que ''les acteurs qui ont fait cette histoire et ont été partie prenante dans ces épisodes sont toujours de ce monde. Autant en profiter et recueillir leurs témoignages avant qu'il ne soit trop tard''. Certains avaient déjà tiré leur révérence et rejoint les martyrs et ceux, très peu nombreux heureusement, ont été assassinés par leurs compagnons d'armes. Tout au long de l'année 1989, nous sommes partis, l'équipe de tournage et moi, à la rencontre de ces acteurs.

La série documentaire vaut par une somme de mérites au premier rang desquels le nombre et la qualité des personnes interviewées. Jamais la Télévision nationale ou un média, quel qu'il soit, n'a rassemblé autant d'acteurs de poids d'une période à la fois cruciale et décisive.



Aux sources de Novembre a donné la parole à vingt-et-un acteurs : Mohamed Boudiaf, Rabah Bitat, Hocine Aït-Ahmed, Benyoucef Benkhedda, M'hamed Yazid, Abderrrahmane Kiouane, Hocine Lahouel, Moulay Merbah, Abdelkader Lamoudi, Abdelhamid Mehri, Zoubir Bouadjadj, Benaouda Benmostefa, Abdesselam Habachi, Mohamed Merzougui, Mohamed Mechati, Abdelhamid Benzine, Brahim Mezhoudi, Bouchaïb Belhadj, Othmane Belouezdad, Liès Derriche et Abdelkrim Khatib (militant nationaliste marocain qui a connu Boudiaf et d'autres de ses compagnons). Ils représentent le mouvement national dans toute sa diversité et sous toutes ses facettes. J'ai donné la parole à des responsables organiques ou militants du PPA/MTLD (centralistes, Messalistes, activistes), des membres de l'Organisation spéciale (OS), des participants à la ''réunion des Vingt-deux'' (juin 1954 au Clos-Salembien/El Madania) ou à la ''réunion des Six'' (octobre 1954 à Pointe Pescade/Raïs Hamidou), un représentant du Parti communiste algérien (Benzine), un représentant des Oulémas (Mezhoudi). Les vingt témoins algériens étaient parmi les plus et les mieux indiqués pour témoigner sur la période qui va des événements de mai 1945 au déclenchement de la Révolution. A un titre ou un autre, ils avaient tous des choses extrêmement importantes à dire, des choses dignes d'intérêt pour la curiosité des téléspectateurs et, surtout, pour les historiens.

L'histoire retiendra que Djelloul Haya est le premier à avoir interviewé Mohamed Boudiaf, qui plus est pour les besoins d'un film documentaire sur les tenants et aboutissants de la révolution de novembre 1954. Vous l'avez interviewé pour les besoins du film documentaire sur les sources de la Révolution mais aussi pour les besoins du feuilleton documentaire sur les négociations d'Evian.

C'est par lui que j'ai commencé ma tournée des témoins. Pour un homme du 1er-Novembre, c'en est un. Sauf à passer à côté du sujet, il était impensable à mes yeux de remonter aux sources de Novembre et de revenir sur le cheminement qui va de mai 1945 à novembre 1954 en occultant Mohamed Boudiaf. Tout au long de ces cent treize mois, il a été débordant d'activités, d'initiatives et, surtout, d'audace. Il a rivalisé d'initiatives et d'actions afin de contribuer à surmonter la crise qui grippait le MTLD et faire sortir le mouvement nationaliste de l'impasse dans laquelle l'a mené le conflit entre les Messalistes et les Centralistes. Boudiaf – c'est inscrit dans le marbre dans l'histoire du mouvement national – a été un homme de décisions, un acteur qui a pris ses responsabilités à des moments cruciaux. Il a été au rendez-vous de toutes les étapes marquantes qui ont pesé sur le cours des choses et poussé à la décantation. Membre important et influent de l'Organisation spéciale, il a été au premier rang des fondateurs du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), le comité des Cinq (avec Ben Boulaïd, Didouche, Bitat et Ben M'hidi). Il a été membre de la réunion des 22 et de la réunion des 6. J'ai pris attache avec lui via son frère Aïssa. C'est lui qui m'a communiqué son numéro de téléphone après l'avoir préalablement informé. Mon premier contact avec lui s'est fait au téléphone. Je l'ai appelé depuis la station régionale de Constantine. Nous avons discuté du film documentaire et des objectifs que je lui avais assignés. Je lui ai expliqué mes motivations. Il était partant. J'ai réuni l'équipe de tournage et je suis parti en direction de Kenitra. Je l'ai interviewé à trois reprises : deux fois à Kenitra et la troisième fois à Alger, dans son bureau de président du Haut-Comité de l'Etat (HCE).

Dans le livre que vous avez signé, le regretté Omar Mokhtar Chaala et toi, vous précisez que le titre du film documentaire a été choisi par Mohamed Boudiaf.

Tout à fait. Alors que j'étais sur le point de terminer le montage des épisodes, plusieurs idées de ''titre'' me sont venues à l'esprit. Entre deux montages, j'ai téléphoné à Boudiaf pour prolonger avec lui la discussion. J'en ai profité pour lui dire que j'hésitais entre plusieurs options de ''titre''. Spontanément, il m'a dit Aux sources de Novembre. Sitôt dit, sitôt adjugé ! J'ai trouvé son titre pertinent et je l'ai endossé. Lorsque, en 2013, nous avons voulu, Omar Mokhtar Chaalal et moi, prolonger le film documentaire par un livre, nous avons gardé le même titre en hommage à Si Tayeb El Watani.

Quels sont les témoins que vous auriez aimé interviewer dans le film documentaire Aux sources de Novembre et qui ne figurent pas au rang des vingt-et-un ?

Je tiens à le souligner : j'ai veillé à ratisser très large. A l'heure du tournage au soir des années quatre-vingt, les acteurs les plus jeunes de cette histoire devaient avoir 63 ans en moyenne, les plus âgés dépassaient les 70 ans. Parmi les noms retenus dans la feuille de route, il y avait Lamine Debaghine et Ahmed Ben Bella. J'ai contacté personnellement le premier en lui expliquant la nature du film documentaire et de ses objectifs. Sans fournir d'explications, il m'a fait part, de manière courtoise mais ferme, de son refus de témoigner. Via un contact, j'ai également pris attache avec Ben Bella. Il n'a pas répondu. Ratissez large et glaner le maximum de témoignages a été mon souci de tous les instants tout au long des cinq/six ans de tournage de la série Aux sources de Novembre et les Accords d'Evian. J'ai réussi à interviewer l'ensemble des témoins sollicités sauf trois : Saâd Dahlab, Mostéfa Lacheraf et Abdelaziz Bouteflika. Le premier – membre de poids de la délégation algérienne présidée par Krim Belkacem – était très malade. Je me suis déplacé chez lui pour le saluer, tout en me gardant de le filmer dans l'état physique qui était le sien. Ma perception de la déontologie et le respect dû aux personnes m'interdisent de filmer et d'interviewer des gens très souffrants. Figure de proue de la négociation d'Evian – notamment lorsque la France a voulu manœuvrer sur le Sahara –, Saad Dahlab avait bien des témoignages à apporter, mais il n'était pas en situation de le faire. Pour Lacheraf, que j'ai eu au téléphone et qui a donné son accord, il a changé d'avis à notre arrivée à son domicile. Quand il a vu le cameraman, il a dit qu'il pensait que c'était une interview pour la presse écrite et non pour la TV. D'où son refus. Sollicité pour la série sur les Accords d'Evian pour apporter son témoignage sur sa visite aux cinq détenus au château d'Aulnoy, il a opposé une fin de non-recevoir. Bien évidemment, j'aurais aimé recueillir longuement les témoignages – précieux s'il en est – de Krim Belkacem. Son assassinat en 1970 à Francfort a privé le travail d'histoire et de mémoire d'une ressource de taille. Rabah Bitat a mis longtemps avant de se soumettre au jeu de ''questions-réponses''. J'ai essuyé trois refus. Loin de m'incliner, je suis revenu à la charge une quatrième fois. Je me suis présenté avec l'équipe de tournage au siège de l'Assemblée nationale dont il était le président. Son assistante s'est déplacée à la réception du cabinet pour me dire : ''Il s'excuse de ne pas vous recevoir aujourd'hui''. Ma réponse a été à la mesure de ma déception : ''Dites-lui, Madame, que je vais faire parler quelqu'un d'autre à sa place''. Le chef de la Zone 1 (Algérois) à la date du déclenchement de la Révolution a finalement accepté de nous recevoir. Il nous a accueillis dans le salon de son bureau jusqu'à deux heures du matin. De témoignage en confession et de précision en éclairage, il nous a fait voyager dans les étapes les plus décisives vers novembre 1954 : les événements de mai 1945 épisode sanglant à partir duquel ''plus rien ne sera comme avant'', l'Organisation spéciale, le CRUA, le temps des réunions du Clos-Salembier et de la Pointe Pescade, les ultimes préparatifs et le jour J. Jusqu'à aujourd'hui, son témoignage résonne comme une précieuse matière pour les historiens.

Dans le même cosigné avec le regretté Omar Mokhtar Chaalal, vous avez choisi comme épigraphe une citation signée le martyr Didouche Mourad : « Si nous venons à mourir, défendez nos mémoires » …

C'est un choix délibéré. Nous y avons pensé à l'heure de remettre le manuscrit à l'éditeur. Cette épigraphe s'est imposée à nous d'emblée. La recommandation mémorielle du premier chef de la Zone II nous a paru comme le meilleur des justificatifs du film documentaire. Recueillir les témoignages de figures emblématiques du mouvement national, au premier rang desquels les proches compagnons de Didouche Mourad, va bien dans le sens de cette citation. Qui mieux que Boudiaf, Aït-Ahmed, Bouadjadj, Benkhedda, etc. pour défendre la mémoire de Didouche et des chouhada. En allant à la rencontre de tous ces acteurs, dont les noms et les actes jalonnent le processus de libération nationale, nous avons donné écho à une parole au pluriel qui joue un double rôle. Un, elle témoigne au crédit de la mémoire et de l'histoire du mouvement national. Deux, elle défend la mémoire des martyrs et inscrit leur combat et leur sacrifice dans le marbre de l'Histoire.

S. R.

BITAT, MECHATI, ZIGHOUD, MELLAH, BOUALI, BENABDELMALEK

Les six Constantinois du groupe des 21 et la mèche de Novembre

A l'origine du déclenchement de la lutte armée, l'histoire retiendra que parmi les 21 + 1 initiateurs du mouvement révolutionnaire, plus des deux tiers étaient issus du Grand Constantinois et parmi eux six étaient originaires de la cité des Ponts. Rabah Bitat, Benabdelmalek Ramdane, Slimène Mellah, Mohamed Mechati, Youcef Zighoud et Saïd Bouali ont tous connu leur enfance au sein de familles constantinoises.



Issus presque tous de familles modestes, seul Ramdane Benabdelmalek, le plus jeune d'ailleurs d'entre eux, avait réussi à passer le cap du secondaire. Tous les autres avaient été contraints par la force du joug colonial ou par nécessité familiale à quitter précocement l'école pour donner un coup de main à leurs proches. Zighoud Youcef avait, pour sa part, pu acquérir les préceptes de l'islam dans l'école coranique de son village à Smendou, parallèlement à un enseignement au sein de l'école française où il avait réussi à décrocher le certificat d'étude primaire.

Tous membres du parti du peuple algérien, certains avaient pu rejoindre l'Organisation spéciale (OS) ou encore le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

Ces trajectoires sociales expliquent en partie la proximité de ces militants avec les milieux ruraux et populaires, terreau humain et logistique de la Révolution, et beaucoup d'entre eux jouissaient d'un véritable enracinement social. Zighoud Youcef, par exemple, conservera des liens très forts avec les campagnes et les artisans, ce qui favorisera la constitution d'un réseau local essentiel au passage à l'action armée.

Bien que la plupart d'entre eux eurent contesté à un moment crucial du déclenchement de la lutte armée la méthode de désignation des responsabilités au sein de l'organigramme révolutionnaire, notamment la représentativité des zones, il n'en demeure pas moins que tous s'engagèrent dans la lutte armée ; certains comme simple djounoud de l'ALN y périrent même presque à l'aube du 1er-Novembre, à l'image de Saïd Bouali et Slimane Mellah. Abdelmalek Ramdane mourut trop tôt lui aussi, et fut même le premier parmi le groupe des 21 à tomber au champ d'honneur, le 4 novembre 1954 du côté de Mostaganem. Zighoud Youcef, l'architecte de la légendaire attaque du Nord Constantinois, décédera moins de deux ans plus tard.

Seuls Rabah Bitat et Mohamed Mechati survivront et verront la concrétisation de l'objectif de l'indépendance. Les deux hommes occuperont même des postes de responsabilité au sein du pouvoir de la jeune République. Rabah Bitat, qui était président de l'Assemblée populaire de 1977 à 1990, fut président par intérim à la mort de Houari Boumediene entre décembre 1978 et février 1979. Il mourra en 2000 à Paris. La plus haute fonction officielle occupée par Mohamed Mechati fut ambassadeur ou encore vice-président de la Ligue algérienne des droits de l'homme. L'homme était connu pour son opposition au président déchu Abdelaziz Bouteflika. Il tira sa révérence en 2014 à Genève.

Dans l'une de ses déclarations, feu Mohamed Mechati avait expliqué que la représentativité en force du Grand Constantinois était due au fait que la mission de réunir le groupe des 21 à Clos Salembier, dans la villa de Derriche Elias, fut dévolue à feu Mohamed Boudiaf, qui était alors responsable du Nord Constantinois au sein de l'Organisation spéciale, ce qui l'avait poussé à s'entourer de personnes en qui il avait surtout confiance.

ZIGHOUD YOUCEF, L'ARCHITECTE DE « L'OFFENSIVE DU NORD CONSTANTINOIS »

Parmi les membres du groupe des 21 issus de l'actuelle capitale de l'Est, Zighoud Youcef a contribué à donner du souffle à la Révolution à un moment où les forces coloniales redoublaient de férocité contre toute personne soupçonnée de leur mener la guerre. L'offensive du 20 août 1955 du Nord Constantinois, entre autres actions armées des militants algériens, a ainsi été un « véritable détonateur » de la lutte armée. Elle fut organisée et menée par Zighoud Youcef.

Elle a ainsi eu le mérite d'avoir marqué un tournant décisif pour la suite. Au-delà de son aspect militaire, l'opération menée par Zighoud Youcef et son groupe a eu un retentissement qui fera désormais parler de la cause nationale et influera sur la stratégie du combat mais aussi sur les décisions du gouvernement français, et ce bien que la mise en pratique de la décision de déclencher la lutte armée, le 1er novembre 1954, avait déjà mis le système colonial à rude épreuve.

D'abord la diversification des actions des jeunes combattants avait mis la police puis l'armée française dans une posture de défensive, ensuite la participation des couches sociales déshéritées à une sorte de logistique rudimentaire presque improvisée conforta l'idée que la voie du combat pour la libération était le seul moyen pour se défaire du joug colonial. Plusieurs attaques furent alors organisées par les révolutionnaires aux quatre coins du pays, avec l'aide de la population, notamment dans les Aurès et en haute Kabylie. Des attaques qui avaient pour cibles les casernes de l'armée et les postes de police. Plusieurs dizaines d'opérations enclencheront une réaction en chaîne qui contraint la partie française à riposter violemment.

Cependant, la Révolution connaîtra un sursaut qualitatif après l'offensive du Nord Constantinois. Cette attaque menée par Zighoud Youcef fut une véritable démonstration de force des éléments de l'Armée de libération nationale. Zighoud Youcef, alors responsable de la wilaya II, avait réussi à ébranler l'armée, laquelle fut d'ailleurs contrainte à rappeler plusieurs contingents de soldats libérés. Zighoud Youcef avait, huit mois plus tôt, le 18 janvier 1955, participé au côté de Didouche Mourad à une autre offensive non moins importante. La bataille d'Oued Boukerkar, au cours de laquelle succomba au champ d'honneur son compagnon Didouche Mourad. Agé alors de 34 ans, Zighoud Youcef fut chargé par le Conseil national de la Révolution de diriger la Wilaya II, ce qui lui permit de préparer et de mener l'offensive au Nord Constantinois qui, malheureusement, fera des centaines de morts.

L'opération marqua alors une étape que les historiens des deux rives qualifient de capitale dans la suite des événements. La répression de l'armée française avait alors débouché sur des crimes contre l'humanité. Une répression qui fera adhérer davantage la population rurale au combat, désormais admis comme seul moyen de se libérer.

Zighoud Youcef sera alors traqué et tombera à son tour en 1956, un mois et cinq jours après la tenue du Congrès de la Soummam, qui mit définitivement en place les structures organiques et politiques de la révolution du 1er-Novembre.

Au-delà des dates et des noms, ce qui frappe aujourd'hui, à la lecture de ces trajectoires, c'est la manière dont les mêmes lieux, Smendou, les forêts du Constantinois, les quartiers populaires de la cité des Ponts, réapparaissent comme foyers d'une histoire qui n'a jamais vraiment cessé de parler aux vivants.

Commémorations, tombes, plaques, noms d'avenues et d'établissements scolaires, tous ces signes matérialisent une revendication mémorielle et politique. Raconter Bitat, Mechati, Zighoud, Mellah, Bouali et Benabdelmalek, c'est interroger la façon dont la guerre d'indépendance a façonné l'Algérie d'aujourd'hui, mais surtout continue d'alimenter un long et profond travail de mémoire.

Amine B.

MOHAMED ABBAS, JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«L'écriture de l'histoire n'était pas érigée en priorité après l'indépendance»

Propos recueillis par S. Raouf



Premier à avoir interviewé Saad Dahlab et auteur de cinq interviews avec Mohamed Boudiaf, Mohamed Abbas, Journaliste au long cours, émarge au rang d'une poignée de professionnels qui se sont beaucoup investis dans le domaine de l'histoire. Outre un press-book grouillant d'interviews et de reportages sur le mouvement national et la guerre de libération, il est l'auteur d'une multitude livres sur le sujet. Entre autres titres, « Les leaders du nationalisme », « Grands révolutionnaires », « Entretiens avec Boudiaf », « De Gaulle et l'Algérie », « La révolution algérienne de la genèse de l'idée à l'indépendance », « Les assassinats par occultation et amnésie », « Les chevaliers de la liberté », etc. Dans cette interview, il fait le point sur la mémoire et l'écriture de l'histoire.

LE JEUNE INDÉPENDANT : L'écriture de l'histoire n'a pas été une priorité dans les premières années post-indépendance. Pour ne citer que lui, l'historien Mahfoud Kaddache (1921-2006) le souligne avec beaucoup d'insistance dans ses écrits et prises de position publiques. Dans sa longue introduction de « L'Algérie en guerre » (OPU, Alger 1981), l'historien et officier de l'ALN est du même avis.

Mohamed Abbas : Les dirigeants qui s'installent à la tête du pays dès l'indépendance n'érigent pas l'histoire et l'écriture du récit national au rang de priorité. Contrairement à ce qui s'écrit et se dit en Algérie et ailleurs depuis l'indépendance, ces dirigeants n'ont aucunement cherché à asseoir leur pouvoir en tirant leur légitimité de la guerre de libération. Qu'il s'agisse de Ben Bella (ancien responsable de l'Organisation spéciale, membre des « neuf » et de la délégation extérieure du FLN) ou de Boumediène (successeur de Boussouf à la tête de la wilaya V, chef du commandement opérationnel de l'Ouest puis chef de l »Etat-major général), les deux premiers chefs de l'Etat ne font pas de l'écriture de l'histoire un domaine digne d'intérêt. Dans les débats et dans le travail de la presse, l'histoire n'est pas la bienvenue. En 1974, Abdelhamid Mehri (alors secrétaire général du ministère de l'Enseignement) a été interviewé par Mouloud Kacem Naït Belkacem, ministre de l'Enseignement originel et des Affaires religieuses, pour la revue Al Assala. L'interview a suscité le courroux de Boumediène.

Au début des années quatre-vingt, tu as été au rang des journalistes qui se sont assignés la tâche de travailler avec régularité sur l'histoire du mouvement national et la guerre de libération.

J'ai écrit des articles sur le sujet bien avant cette date. A partir de 1984, année de commémoration du 30e anniversaire de la Révolution, je me suis lancé dans une série d'interviews avec des figures du mouvement indépendantiste. A l'époque, il n'était pas encore facile de susciter les témoignages des acteurs encore en vie ou de revenir sur ceux qui n'étaient plus de ce monde.

J'ai eu à le vérifier au sujet de Benyoucef Benkhedda, président du GPRA (1920-2003), et du dernier chef de la wilaya IV, Youcef Khatib (1932-2023). Entre autres remarques, il nous était reproché de déterrer les morts. J'ai commencé ma série d'interviews par Saad Dahlab (1918-2000). C'était en septembre 1984. J'ai été le premier journaliste à l'interviewer six années avant la publication de son livre-témoignage « Mission accomplie » (édition Dahlab, 1990). Avec lui, le jeu de ''question-réponse'' nous a fait voyager dans l'histoire de pans entiers du mouvement national (Etoile nord-africaine, PPA, AML, MTLD, Centraliste à l'heure de la crise) de la guerre de libération (instances de la Révolution) et des négociations d'Evian (ministre des Affaires étrangères dans le troisième et dernier GPRA).

En dépit des contraintes et – il faut le dire – des blocages à cette époque, nous avons osé. Nous étions une poignée, mes confrères et moi, à aller à la rencontre de figures nationalistes. Nous avons estimé à l'époque qu'il était – professionnellement parlant — de notre intérêt pour recueillir les témoignages. Tout retard dans le recueil des confessions des acteurs serait préjudiciable à la transmission de la mémoire et, surtout, à l'écriture de l'histoire. Les Français n'ont pas attendu pour le faire. Bien avant la fin de la guerre, des journalistes s'y sont lancés. C'est le cas de Claude Paillat avec « Dossier secret de l'Algérie » (Presses de la Cité, 1961) et Yves Courrière et « Les Fils de la Toussaint » (Fayard), le premier des quatre volumes qu'il publiera entre 1968 et 1971.

Les interviews avec les acteurs du mouvement national ne sont qu'une partie de ton travail sur l'histoire du mouvement national. Tu t'es lancé après dans l'écriture de livres.

Avant les interviews et les livres, j'ai publié des reportages et des enquêtes en rapport avec la guerre de libération nationale à l'occasion des commémorations du 1er novembre 1954 et du 5 juillet 1962. Mon premier reportage remonte à 1973. J'ai commencé par le chahid Badji Mokhtar (1919-1954), membre du « Groupe des vingt-deux » qui se sont réunis en juin 1954 au Clos-Salembier (El Madania). Accompagné d'un reporter-photographe, j'ai été sur les lieux de son martyr dans la région de Medjaz Sfa près de Guelma. Dans ce reportage, nous avons également parlé de la chahida Chaïb Dzaïr. Badji Mokhtar est le premier ''historique'' à tomber au champ d'honneur et Chaïb Dzaïr la première femme algérienne à payer le prix du sacrifice pour l'indépendance. Ils sont morts dans la nuit du 18 au 19 novembre, deux semaines après le déclenchement de la lutte armée. Entre proches et compagnons d'armes, j'ai recueilli les témoignages de ceux qui les ont connus.

En 1975, je me suis déplacé à l'ouest pour faire une enquête-reportage sur le colonel Lotfi (de son vrai nom Benali Boudghène, 1934-1960), commandant de la wilaya V. Une année plus tard, j'ai réalisé un travail similaire à El Oued sur le martyr Hamma Lakhdar (présumé 1930-1955, membre du comité central du Parti communiste algérien). J'ai enchaîné avec d'autres enquêtes, reportages et portraits. En 1984, déchargé de mes fonctions de rédacteur en chef du quotidien Ech-Chaab, je me suis consacré entièrement à l'histoire. J'ai interviewé énormément d'acteurs.

Les seuls que je n'ai pas fait parler sont ceux qui ont refusé. Parmi eux, Lamine Debaghine (1917-2003). Visiblement déçu et irrité pour moult raisons, il était rétif au témoignage. Le colonel Hadj Lakhdar — de son vrai nom Mohamed Tahar Abidi (1916-1998) – a refusé une demande d'interview. Idem pour Chebbah Mekki (1894-1991) et Ahmed Khelil (1930-2011). De leur point de vue, le contexte ne se prêtait pas à des confessions.

Ton press-book vaut aussi par une somme d'interviews avec Mohamed Boudiaf. Tu as été le second à l'interviewer après Djelloul Haya et sa série de films documentaires pour l'ENTV « Aux sources de Novembre ». Et c'était bien avant son retour en Algérie comme président du Haut Comité d'Etat (HCE, janvier 1992).

L'idée de l'interviewer remonte à 1984 dans la foulée de la publication par l'hebdomadaire « Algérie Actualités » d'une interview avec le général Marcel Bigeard. A l'époque, j'étais secrétaire général de l'Union des journalistes algériens. Au cours d'une assemblée générale au siège de l'Union des écrivains, j'avais déclaré qu'il était plus opportun d'interviewer Boudiaf, Aït Ahmed et d'autres avant Bigeard. J'ai commencé à faire des démarches dans ce sens. Ça s'est concrétisé après octobre 1988 et l'ouverture médiatique. J'ai saisi l'opportunité d'une couverture – un événement en rapport avec l'actualité maghrébine – pour aller à sa rencontre à Kenitra. J'ai préparé les choses en amont avec son frère Aissa. Il y a eu d'abord un échange par écrit avec Boudiaf. Au début, il était question de l'écriture d'un livre sur son parcours. L'interview a été publiée dans le quotidien Ech-Châab dans la première semaine de novembre 1988.

Depuis, nous avons maintenu le contact et les échanges. Je l'ai interviewé à cinq reprises : quatre fois quand il était à Kenitra et une fois après sa désignation à la tête du HCE. Outre l'entretien de novembre 1988 pour Ech Chaab, je l'ai interviewé pour l'hebdomadaire Al Hiwar de Georges Er Rassi. En 1990, je l'ai interviewé pour le magazine At-Tadamoun de Fouad Matar. Deux interviews ont été publiées dont Al Salam (1991 et en 1992 quelques semaines après son retour).

MUSTAPHA AÏT MOUHOUB, AUTEUR ET JOURNALISTE, AU *JEUNE INDÉPENDANT :*

«La Chine a ouvert ses cieux à la révolution algérienne»

À l'occasion de la célébration du 1er novembre 1954, date fondatrice du déclenchement de la lutte armée et de la naissance de l'Armée de libération nationale (ALN), Mustapha Aït Mouhoub, journaliste et écrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution algérienne, dont celui intitulé Des sentiers aux cieux de la liberté – Mémoires du lieutenant-colonel Mohand-Tahar Bouzeghoub, pilote de chasse, publié aux Éditions Rafar, aborde, pour le Jeune Indépendant, la formation des premiers aviateurs algériens en Chine durant la guerre de libération.

Entretien réalisé par Sihem Bounabi

L'histoire de ces pionniers de l'aviation militaire, formés dans les écoles chinoises au cœur de la guerre de libération, incarne ainsi l'esprit du 1er novembre 1954, celui d'une génération qui a transformé l'audace révolutionnaire en compétences militaires modernes. Du maquis aux cockpits des MiG-17, ces moudjahidine ont tracé la voie d'une Algérie souveraine, dotée d'une armée nationale digne de ce nom. Leur parcours témoigne de la justesse de la vision du Congrès de la Soummam et de l'importance des solidarités internationales dans la lutte anticoloniale. Aujourd'hui encore, leurs sacrifices et leur dévouement rappellent aux nouvelles générations que l'indépendance s'est construite non seulement sur les champs de bataille, mais aussi dans les salles de classe et les centres de formation, partout où des hommes férus de liberté ont choisi de préparer l'avenir de leur nation. De Wuhan à Alger, de Harbin à Boufarik, de Moscou à Laghouat, les aigles de la Révolution ont écrit dans les nuages et dans nos mémoires une histoire de courage, de fraternité et d'espoir, transmettant l'exigence de l'excellence, la fierté de la compétence et la certitude que rien n'est impossible à un peuple qui croit en son destin.

JEUNE INDÉPENDANT : Tout d'abord, comment est née l'idée de consacrer un livre aux mémoires du lieutenant-colonel Mohand-Tahar Bouzeghoub, l'un des pionniers de l'aviation militaire algérienne ?

Mustapha Aït Mouhoub : L'idée de ce livre est née d'une rencontre heureuse avec le colonel Mohand Tahar Bouzeghoub après sa retraite. J'ai été immédiatement captivé par la singularité de son parcours durant la guerre de libération. Son enfance d'abord, marquée par l'adversité dans les montagnes de Kabylie, au village d'Ilmayene, région de Bordj Bou Arréridj. Cet enfant orphelin a traversé les affres des années 1940 sous le colonialisme, dans une misère absolue. Pourtant, il incarne à merveille le modèle de ces Algériens qui ont dû se battre pour s'élever au-dessus de leur condition. Il représente également le produit des zaouïas algériennes nationalistes. On a tendance à stigmatiser les zaouïas sans faire la distinction essentielle entre celles du mouvement nationaliste – véritables hauts lieux d'instruction pour former les Algériens, seul recours éducatif pour les populations rurales – et celles créées par la France coloniale dans un dessein d'asservissement. Mohand Tahar Bouzeghoub a été formé par cheikh Tahar Aït-Aldjet dans la zaouïa du cheikh Yahia El-Aydali. A l'âge de 15 ans, il prend seul le train pour la Tunisie et s'inscrit à la prestigieuse Zitouna. C'est là qu'il fait la rencontre des militants de la cause algérienne organisés au sein du FLN. Il commence alors à participer à la collecte d'armes et à d'autres missions avant d'intégrer les rangs du FLN dans la Wilaya I historique des Aurès.

C'est à partir de ce moment que son parcours devient véritablement intéressant. Il arrive après la disparition de Ben Boulaïd



et la mort tragique du cheikh Hanif Bachir. Dès son arrivée, Abbas Laghrour le choisit comme secrétaire particulier. Il vit alors de l'intérieur toutes les contradictions de cette wilaya, les tensions qui traversent les états-majors. Il devient témoin oculaire de cette période, notamment de l'envoi du colonel Amirouche par le comité de coordination et d'exécution (CCE) pour résoudre la crise. Son témoignage sur cette période de l'histoire de la Wilaya I est donc de première main. C'est précisément ce qui m'a, au départ, poussé à le rencontrer, afin d'apporter un regard neuf dans le débat sur la crise de la Wilaya I et de comprendre comment le CCE l'a résolue. Grièvement blessé au maquis où il a frôlé la mort, Bouzeghoub est exfiltré vers la Tunisie. C'est de là qu'on l'envoie se former au pilotage d'avions de guerre pendant la Révolution. Il devient pilote sur MiG-17, appareil de chasse moderne et révolutionnaire pour l'époque. Le choix d'écrire ses mémoires tient à la fois à son parcours et à ce qu'il incarne symboliquement. Pour moi, il représente le produit même des résolutions du Congrès de la Soummam, du maquis au cockpit, grâce à cette vision qui a ouvert la voie à la formation des futurs cadres de l'Armée nationale populaire (ANP).

Dans quel contexte la direction du FLN a-t-elle décidé d'envoyer ces jeunes en formation ? Et pourquoi le recours à la Chine pour former ces pilotes ?

Pour saisir pleinement cette décision, il faut remonter au Congrès de la Soummam, qui a ouvert grandes les portes de la formation. Le congrès a voulu moderniser en profondeur les rangs de l'ALN, loin de l'image du moudjahid traditionnel en djellaba, armé d'un simple fusil de chasse et de quelques cartouches. Ce congrès a œuvré à moderniser et à structurer l'ALN dans la perspective de fonder, après l'indépendance, une armée populaire véritablement moderne.

Une fois le CCE installé en Tunisie, l'idée commence à prendre forme concrètement. Le commandant Ouamrane, chargé de l'armement, de la logistique et de la formation, est mandaté pour constituer le premier noyau. A la tête de ce dispositif, Nouar Rabah, commandant de l'ALN originaire de Souk-Ahras. On parle trop peu de lui, mais il faut savoir que c'est un premier novembriste. Il faisait partie du groupe qui a déclenché la Révolution avec El-Badji Mokhtar à l'extrême-est du pays. Ouamrane le choisit pour piloter cette mission stratégique. Dans mes recherches, j'ai réalisé une vingtaine d'interviews avec des pilotes formés sous sa direction, tous lui vouent un respect quasi religieux. Au-delà du paternalisme bienveillant qu'il développe avec ses étudiants, cet homme est également un stratège et un visionnaire. Il préside tous les cycles de formation de l'ALN, certes les pilotes, mais aussi la DCA, l'infanterie mécanisée, les hommes-grenouilles et la marine.

Nouar reçoit dans son bureau en Egypte le premier groupe en 1957. La majorité a été envoyée par le colonel Amirouche qui, en tant que chef, avait cette tendance à encourager les étudiants à poursuivre leurs études dans cette perspective de former les cadres de l'indépendance. D'autres venaient des universités de France, notamment. Ce groupe est, par la suite, envoyé en Syrie, les Egyptiens n'assurant pas la formation au pilotage. D'où leur envoi en Syrie, à Damas puis à l'école des officiers d'Alep.

Après la formation commune de base, une partie est orientée vers l'infanterie mécanisée, dont le futur commandant Bouhara. D'autres élèves sont envoyés pour orienter leur formation vers le pilotage, au nombre de six, ce sera la première promotion d'aviation dans l'histoire de l'Algérie. Il y avait Mohamed Bouzeghoub, Rabah Chellah, Ismaïl Ouyahia, Yahya Rahal, Moustapha Doubabi et Lounès Boudaoud, qui est le frère d'Omar Boudaoud. Moustapha Doubabi était secrétaire d'Adjel Adjoul en Wilaya I. Mohamed Bouzeghoub, lui, avait succédé, au secrétaire d'Adjel Adjoul. Lounès Boudaoud venait de Lyon, c'était un étudiant en médecine, frère d'Omar Boudaoud de la Fédération de France. Rabah Chellah et Ismaïl Ouyahia étaient envoyés de la Wilaya III. Et Yahia Rahal, envoyé de la Wilaya V.

Après une formation sur de petits avions, il fallait maintenant perfectionner cette formation et orienter les aviateurs algériens selon leurs compétences respectives : certains vers les avions bombardiers, d'autres vers les avions de chasse et d'autres encore vers les avions de transport militaire. Retour au Caire. C'est là que le problème se pose. Suite à l'union entre l'Egypte et la Syrie, les Egyptiens ne veulent pas envoyer des Algériens en URSS. Il y avait un problème épineux : l'Egypte, après l'agression de 1956, ne voulait pas encore exacerber la crise avec la France de De Gaulle. Les Syriens, traditionnellement, partaient en URSS, mais pas question d'y envoyer les six Algériens. C'est là que Krim Belkacem entre en scène et négocie la possibilité d'envoyer les six pilotes se perfectionner en Chine. Ils sont rejoints au Caire par Mohamed Saïd Aït Messaoudène. C'est un pilote accompli, major de promotion d'une prestigieuse école française d'aviation militaire, officier de l'armée française, pilote sur avion de chasse à l'époque de l'OTAN, qui a quitté une carrière prestigieuse pour rejoindre les rangs de l'ALN. Au nom de son patriotisme et de ses compétences, Boussouf le désigna comme chef du groupe qui allait partir en Chine. Dans ce voyage, dont faisait partie Mohamed Tahar Bouzeghoub, il y avait les pilotes, mais aussi les navigateurs et les techniciens. Ils ont transité par la Tchécoslovaquie, puis ont rejoint Moscou où ils ont été reçus par la représentation du FLN, dont faisait partie un grand intellectuel appelé Djaffer Inal. De là, ils sont partis par train jusqu'en Chine. Le voyage a duré neuf jours.

De quelle manière ont-ils été accueillis et encadrés par leurs homologues chinois ?

C'était une expérience exceptionnelle, à la fois humaine et militaire. En Chine, l'accueil a été formidable. Les autorités chinoises avaient tout mis en place pour assurer de bonnes conditions de formation. Les stagiaires algériens ont été reçus avec un grand respect, logés, nourris, encadrés comme de vrais élèves-officiers d'un pays frère.

Une fois arrivés en Chine, ils ont été orientés vers le centre de tri de l'école aéronaut-



ique de Shijiazhuang où l'on a évalué leur niveau de pilotage et de formation. C'est là que les Chinois les ont orientés. Un groupe de trois a été orienté à Harbin, dont faisaient partie Ismaïl Ouyahia, Lounès Boudaoud et Mustapha Doubabi. Ces trois ont été orientés pour le pilotage sur bombardier. Les quatre autres, conduits par Aït Messaoudène, parmi eux Bouzeghoub, ont été envoyés à Wuhan pour une formation spécifique dans le pilotage des avions de chasse.

Là, ils ont été remarquablement bien reçus, selon les récits faits par Mohamed Tahar Bouzeghoub et bien d'autres, dont Lounès Boudaoud que j'ai également interviewé. Ils avaient un traitement très spécial. Pour l'anecdote, même dans la cantine, ils étaient un petit peu favorisés par rapport aux autres. C'est pour dire la sympathie qu'avaient les autorités chinoises pour la révolution algérienne. Elles voulaient aider par tous les moyens, parfaire la formation des pilotes algériens et leur offrir des conditions de séjour optimales.

Bouzeghoub raconte que même dans la formation, ils bénéficiaient d'un niveau très élevé parce que comme instructeur copilote, lors des entraînements sur le terrain, ils avaient des vétérans de la guerre de Corée. Chaque élève pilote algérien avait avec lui un pilote aguerri qui avait déjà fait la guerre sur MiG-15. Ils étaient donc déjà performants sur MiG-15, puis on les a initiés au MiG-17. Quand ils ont terminé la formation, ils étaient tous performants sur cet appareil révolutionnaire de l'époque. Et c'était la même chose pour ceux qui étaient à Harbin.

Après deux ans de formation en Chine, Boussouf a décidé de les envoyer en Irak. C'est là qu'ils ont retrouvé une deuxième promotion algérienne qui avait fait sa formation en Egypte, car après 1958, elle avait ouvert les portes de ses écoles d'aviation aux Algériens. C'est à Mouaskar El-Rachid que Bouzeghoub a volé comme pilote professionnel. Les Irakiens, impressionnés par ses performances, l'ont recruté comme pilote de chasse. C'est là qu'il perçoit les premiers salaires de sa vie en tant que pilote aviateur. Cela confirme la qualité de la formation qu'il avait reçue en Chine. Fin 1961, les aviateurs algériens sont orientés vers l'URSS, cette fois pour une formation spécifique sur MiG-19. C'est là, en pleine formation, qu'ils ont fêté l'indépendance de l'Algérie.

Il faut savoir que le 5 juillet 1962, l'Algérie avait entre les mains 8 promotions formées représentant 140 éléments entre pilotes, navigateurs, techniciens et électriciens d'aviation. C'est un chiffre important. Il est trois fois plus élevé que les pilotes réunis de la Tunisie et du Maroc qui avaient déjà acquis leur indépendance en 1956. C'est pour vous montrer l'importance du Congrès de la Soummam et les résultats de l'application des orientations de ce congrès.

Pourriez-vous revenir sur cette coopération algéro-chinoise, en pleine guerre de libération ?

Nous sommes en 1957, c'était l'an 3 de la révolution algérienne. C'est le début d'un travail diplomatique intense de l'Algérie. La révolution algérienne avait ouvert des bureaux pratiquement dans toutes les capitales les plus importantes du monde. Il y a une offensive diplomatique de l'Algérie après l'installation du CCE en Tunisie. C'étaient les prémices de la création du GPRA.

Il faut savoir que ce ne sont pas tous les pays qui ont accepté de former des soldats algériens ou des futurs cadres de l'ALN et de l'ANP. Je vous ai expliqué tout à l'heure comment la question des pilotes n'était pas très bien acceptée par les Egyptiens. C'est pour vous dire la sensibilité de la question. Il y avait les Syriens, mais ils étaient limités dans leur formation en termes de logistique. Il fallait donc chercher une école plus performante en matière de formation de pilotes de chasse et de bombardier.

Les Chinois se sont proposés et se sont réellement impliqués jusqu'au bout. Ils ont même pris en charge le séjour des pilotes algériens quand ils sont revenus de Chine vers l'Irak. C'est pour vous dire tout l'engagement qu'ils avaient exprimé sur cette question. Il faut dire aussi que le choix de la Chine a été négocié par le CCE. A l'époque, c'était surtout Krim Belkacem qui menait ces négociations. Il y avait eu le voyage d'un groupe du FLN et de l'ALN en éclaireur en Chine pour voir les positions des Chinois par rapport à la Révolution, par rapport à cette question de formation et par rapport au soutien. Parce que les Chinois n'ont pas soutenu uniquement la formation des pilotes. Ils ont aidé aussi en armes sans rien demander en retour. La Chine de Mao Zedong et de Zhou Enlai avait fait le choix de la décolonisation car elle était aussi partie prenante du mouvement non-aligné et fondateur. Ils étaient à Bandung. J'estime que les Chinois avaient en mémoire Bandung et la profonde sympathie pour le FLN, ce mouvement de libération qui naissait à l'époque.

Les Chinois ont ainsi joué un rôle important sur le plan de la formation et même de la création de ce premier groupe de pilotes, de techniciens et de navigateurs algériens, ce petit noyau qui allait former le premier noyau de la direction d'aviation militaire algérienne après l'indépendance. Il convient de le souligner : Krim Belkacem est parti en visite avec Boussouf et toute une délégation du FLN. Il a visité les aviateurs à Wuhan. Ce qui a beaucoup fait plaisir aux aviateurs algériens. Ils se sont sentis aidés, soutenus, ils ont vu qu'il y avait un regard de la direction du FLN par rapport à ce qu'ils faisaient, par rapport à leur formation.

Et ce qui est extraordinaire, c'est que ce jour-là, il y a eu un vol d'un Algérien qui a survolé l'école sur un avion MiG-17 et c'était Mohamed Saïd Messaoudène. Il y a des photos qui immortalisent ce moment, c'est historique et très émouvant.

Quel a été concrètement l'impact de cette formation ?

Il y a deux éléments sur lesquels repose cet impact. D'abord, la direction de l'ALN était devant un défi majeur, celui d'acheminer des armes à l'intérieur du pays. Cette idée louable de former des pilotes sur hélicoptère pour acheminer des armes est née en cours de route. Je crois que c'était aussi sur le conseil des Chinois, parce qu'on ne pouvait pas avoir des avions de chasse à l'époque pour engager des hostilités avec l'aviation française, mais on pouvait acheminer des armes grâce à des pilotes sur hélicoptère. C'est là que l'Algérie a acquis quatre hélicoptères russes. Sur ces hélicoptères, bien sûr, il y avait des pilotes qui avaient été formés en Chine. Je citerai le chef de mission de ces hélicoptères, Mohamed Saïd Aït Messaoudène.

Le temps que tout se mette en place, l'indépendance est arrivée et cette opération n'a pas été engagée. C'est-à-dire qu'on a installé les hélicoptères aux frontières, et quand il y a eu cette volonté de commencer à acheminer les armes, l'indépendance a été proclamée. Mais déjà, l'idée d'acheminer les armes par hélicoptère, c'était grâce aussi à ces pilotes qui ont été formés par la Révolution en Chine, et même ailleurs, en URSS par la suite, à partir de 1960. Ensuite, il y a le deuxième élément d'impact de cette formation en Chine : c'est le premier noyau qui a été à l'origine de la création de la direction de l'aviation de guerre algérienne, sous la houlette de Mohamed Saïd Aït Messaoudène.

Justement, comment cette expérience de formation en Chine a-t-elle contribué à la structuration de l'armée de l'air après l'indépendance ?

Après l'indépendance, comme je l'ai souligné plus tôt, il y a eu la création de l'ANP, l'Armée nationale populaire. Il fallait un encadrement pour cette armée. C'est là qu'on revient à la justesse des résolutions du Congrès de la Soummam et à cette direction de formation dirigée par le commandant de l'ALN Rabah Nouar, qui est un premier novembriste – j'insiste sur ce point parce qu'on a tendance à l 'oublier. Cette direction de formation a joué un rôle important pour encadrer la future ANP, dans tous les corps de l'armée : la DCA, la marine. On a eu d'illustres officiers par la suite dans tous les corps d'armées.

Pour l'aviation, en 1962, on avait 140 éléments pilotes de chasse, de transport militaire, bombardiers, mais aussi les navigateurs, les techniciens et les mécaniciens avions. Ce personnel était à l'origine de la création de l'armée de l'air qu'on a aujourd'hui en Algérie, qui compte parmi les fleurons de l'aviation dans le Continent africain ainsi que dans le pourtour de la Méditerranée.

Avant d'en arriver là, il y avait ces hommes, ces fondateurs, ces pionniers. Une bonne partie de ces pionniers ont été formés en Chine. Je tiens à préciser qu'il y en avait déjà avant 1962 ; il y avait trois promotions. La première de 1959, c'est celle qui a été formée à Alep et qui devait se perfectionner sur MiG-15 et MiG-17 en Chine, à Wuhan et à Harbin, pour ce qui est de l'aviation sur bombardiers, notamment l'Iliouchine-28, pour être précis.

Ensuite, il y a eu une deuxième promotion, plus importante en nombre. Il y avait parmi eux d'illustres futurs officiers de l'ANP, qui ont aussi participé à la guerre de 1967 et 1973 contre l'entité sioniste. Une bonne partie de ces aviateurs ont été formés en Chine, entre autres, parce qu'il y a eu par la suite, il faut le dire, l'URSS et aussi la Tchécoslovaquie. Mais ce noyau qui a été formé en Chine était le plus important en nombre et en qualité.

La formation des pilotes est symbolique de cette relation étroite qu'ont entretenue les Chinois avec la direction de la révolution algérienne.

Que représente pour vous cette aventure, à la fois humaine et stratégique, dans l'histoire de la Révolution et dans les relations algéro-chinoises d'aujourd'hui ?

Les relations d'excellence qu'entretiennent aujourd'hui l'Algérie et la Chine dans tous les domaines – économique, diplomatique, militaire, chronologique, culturel, scientifique – ne sont absolument pas le fruit du hasard ou d'une simple conjoncture géopolitique favorable. Elles plongent leurs racines profondes dans un terreau historique fertile, celui de la solidarité révolutionnaire née à Bandung en 1955 et des combats communs contre l'impérialisme et le colonialisme.

Quand la Chine a accueilli nos premiers aviateurs, elle a accompli un acte profondément politique et fraternel, inconditionnel. Les visites successives des délégations du GPRA en Chine ont consolidé cette relation naissante, transformant l'élan initial en alliance solide.

Cette amitié s'est épanouie après l'indépendance. Et il faut se rappeler le rôle prépondérant de l'Algérie qui, fidèle à ses principes anticolonialistes et à ses amitiés révolutionnaires, a œuvré avec détermination au sein des Nations unies pour que la Chine populaire obtienne enfin son siège légitime au Conseil de sécurité en 1971. Ce geste politique majeur, mené par notre diplomatie aux côtés d'autres nations du Tiers-Monde, scellait définitivement une alliance forgée dans les cieux de Wuhan et de Harbin. Aujourd'hui, cette relation s'est considérablement approfondie et diversifiée. La Chine est devenue un partenaire stratégique de premier plan pour l'Algérie. Mais au-delà des chiffres et des accords, ce qui demeure remarquable, c'est la qualité exceptionnelle de cette relation, fondée sur le respect mutuel entre les deux nations.

S. B.

DE L'AVION EN PAPIER AU PREMIER VOL À WUHAN

«C'est en Chine que nous avons commencé à voler sur MiG-17»

Le manuscrit se prêterait volontiers à un scénario adapté au cinéma. Récit d'un maquisard de la guerre de libération nationale qui a été parmi les fondateurs de l'Armée de l'air de l'Algérie indépendante, l'opus comporte une anecdote succulente.

Par Youcef Kantira



Tranche autobiographique digne d'une ''cerise sur le synopsis'', la singulière anecdote commence à la fin de la page 27 et devient plus captivante à la page suivante. Mohand-Tahar Bouzeghoub l'a vécue à l'heure des jeux d'enfants, ce passe-temps ''insouciance'' à la portée des plus modestes dans l'Algérie de l'après mai 1945 qui chemine vers la Révolution. Quand, voilà quatre ans, il s'est décidé à raconter ses souvenirs de maquisard au journaliste Mustapha Aït Mouhoub (1), l'histoire a ressurgi avec une accroche de nature à tenir en haleine le lecteur.

Nous sommes au soir des années quarante à Ilmayene, village perché à un millier de mètres d'altitude, au confluent de quatre balcons naturels : au Sud, la chaîne des Bibans ; au Sud-ouest, les monts des Babors ; à l'Est, la montagne Azro Iflane ; et, un peu plus loin, à l'Ouest, les monts du Djurdjura. Ici, sous ces latitudes enclavées, la résistance du cheikh El Mokrani et d'El Haddad et la révolution ont érigé – entre 1871 et 1962 — un bastion de lutte résolument combatif. Orphelin de son père avant son deuxième printemps, Mohand-Tahar Bouzeghoub partage son temps entre l'école française, l'école coranique, les champs, et la maison familiale où il poussé son premier cri le 2 février 1937.

Aux ''jeux d'enfants'', les bambins rivalisent de spécialités. ''Benhalla Abdellaâli, le plus ancien élève de notre école, avait le don de fabriquer des avions en papier qu'il troquait contre d'autres produits avec ses camarades''. Abdellaâli et Mohand-Tahar empruntent souvent ensemble le chemin de l'école. Un jour, Abdellaâli lui propose une ''affaire'' pour le moins atypique : échanger un avion contre un morceau de chocolat. ''J'ai vite accepté et effectué la transaction. J'avais de l'attrait et de la passion pour ce jouet''.

Avant de rejoindre les classes, les deux copains ont l'habitude de s'offrir une pause à Thala Thajdhit, la nouvelle source. Là où, pas loin de l'école, ils se désaltèrent et se rafraichissent par temps de canicule. Mohand-Tahar rembobine : ''Je jette l'aéroplane en papier qui flotte très haut, moment qui provoque mon émerveillement. Il finit cependant sa chute dans le bassin emporté par les eaux. Aussitôt et sans la moindre hésitation, Abdellaâli avale, goulûment et avec impétuosité, son morceau de chocolat de peur de me voir changer d'avis !''.



Le troc est ''bien sûr à l'avantage'' de Abdellaâli. Sur le moment, loin de regretter, le ''pilote'' en herbe à bord de l'avion en papier éprouve un ''intense plaisir à vivre cette scène''. Un vécu qui ''allait avoir d'une certaine manière une suite dans ma vie d'adulte''. Et pour cause ! ''Grâce à l'Armée de libération nationale (ALN), je suis devenu pilote de guerre. Longtemps après ma formation, j'ai croisé devant l'école du village mon ami d'enfance Abdelaâli. Je lui ai donné de mes nouvelles et lui ai avoué qu'il avait indirectement participé dans le choix de mon métier. Je lui ai alors rappelé l'épisode de la rivière et du chocolat. Amusé, il rétorqua en riant : « Mohand-Tahar, tu dois m'en remercier ! C'est moi qui a donc auguré ton avenir d'aviateur ».

SOUS LES CIEUX DE L'EMPIRE DU MILIEU

La vie d'aviateur ne va pas tarder à rattraper le bambin-pilote dont l'aéronef en papier a perdu de l'altitude au-dessus des Bibans avant de terminer son vol dans une clairière. Ça sera dans quelques petites années sous les cieux de l'Empire du Milieu. En attendant, l'écolier prend la mesure de l'injustice coloniale sous toutes ses facettes. ''Bon élève capable, de l'avis de ses enseignants, de réussir'', Mohand-Tahar quitte l'école, victime d'une exclusion arbitraire de l'examen du Certificat d'études primaires. Le jour de l'épreuve, débordant d'enthousiasme, il se rend au lieu d'où, à bord d'un camion, les candidats doivent rejoindre Medjana, village abritant le centre des examens. ''Mon nom était inscrit à la tête de la liste tenue par un enseignant qui faisait l'appel. Une fois tous les candidats montés, on m'intime l'ordre de descendre du camion, au grand étonnement de mes camarades (…) Je venais de subir l'arbitraire d'un système injuste et abjecte qui punissait et refusait l'accès au savoir à un enfant pour la simple raison de son appartenance à une famille de militants nationalistes''.

Dépourvu de soutien financier, l'adolescent réalise, résigné, que le temps des études dans le cycle de l'école française a vécu. Changement de cap. ''Le hasard a été encore une fois du côté de mon grand-père – Mohamed Mokhtar —, qui ne cachait pas son désir de me voir intégrer une zaouia afin d'apprendre la langue arabe et approfondir mes connaissances en matière du culte musulman''. Il rejoint la chaire du cheikh Tahar Ait-Aldjet dans la zaouia du cheikh Yahia El Aydali à Tamorka à la lisière d'Akbou. ''Cette zaouia était mon ultime refuge, deux ans durant, après mon exclusion de l'école française''. Pendant cette période marquée par la « « félonie des suppôts de la colonisation'', le jeune Mohand-Tahar est dans le viseur du bachagha Ben Ali Chérif et du caïd Smati Boulanouar. Entre deux activités au sein de la zaouia, Mohand-Tahar encadre à sa manière des villageois plus jeunes que lui en leur apprenant des chants patriotiques ''afin de les sensibiliser à la question nationale''.

SUITE EN PAGE 15

SUITE DE LA PAGE 14

Les deux hiérarques musulmans de l'administration coloniale ne l'entendent pas de cette oreille. Le bachagha le convoque dans ce bureau à Aghrib. C'est dans ce contexte tendu et non dénué de risques que cheikh Djemaa — disciple du cheikh Tahar Aït Aldjet et militant actif de la cellule PPA d'Ilmayène — lui suggère de poursuivre ses études à la Zitouna. Les étudiants algériens qui rallient l'établissement de la médina de Tunis sont issus ''en majorité'' de la zaouia de cheikh Yahia El Aydali et de l'Institut Ben Badis de Constantine.

C'est à Tunis à l'issue de la première année d'études que Mohand-Tahar Bouzeghoub rallie les rangs de la Révolution. Son irruption s'opère par le biais de Ahmed Larbes, un de ses intimes parmi son cercle d'amitié dans la capitale tunisienne. Ahmed réside au quartier des étudiants à Bab M'nara. Un jour, à la faveur d'une de leurs flâneries du week-end tunisois, il informe Mohand-Tahar sous le sceau du secret et lève le voile sur sa vocation cachée : militant actif au sein d'une cellule du FLN-ALN sous la responsabilité de Chérif Abderrahmane. Ahmed Larbes enchaîne : ''Maintenant que je t'ai avoué et donné les raisons de mes fréquentes absences, aimerais-tu intégrer notre cellule et participer à la lutte pour l'indépendance de notre pays ?''.

L'HEURE DES AURES

Mohand-Tahar dit ''oui''. Après une entrevue avec Chérif Abderrahmane en présence d'Ahmed Larbes, il prend la mesure de sa décision : ''Lorsque j'ai formulé ma demande d'adhésion, je ne savais pas que j'allais quitter mes études pour mettre pied dans un long et périlleux parcours qui me conduira aux Aurès, bastion de l'ALN''. Chérif Abderrahmane, le chef de cellule, l'informe sur le champ de son intégration dans les rangs du FLN-ALN et dans la même cellule que celle de son ami Ahmed. ''Mon engagement allait connaître une évolution rapide. Après mon intégration à la cellule de Si Abderrahmane, je rencontre Djamel Guenane, étudiant et activiste de l'action armée de l'ALN. C'est lui qui m'enrôle dans un réseau d'armement de l'ALN. Je l'accompagnais dans ses incessantes pérégrinations à Tunis et ses environs auprès des familles algériennes qui nous procuraient l'arsenal parfois rudimentaire mais nécessaire à la lutte armée''. A la mi-avril 1956, traduisant sa volonté à l'épreuve des faits, il traverse les frontières. Le voici ''de retour au pays en maquisard'' pour une ''autre destinée, plus exaltante dans mon esprit''. Destination, la région de Mustapha Ben Boulaïd. A ce moment-là, la nouvelle recrue de la Révolution n'a ''aucune idée des difficultés du maquis ni des conditions d'une guerre asymétrique opposant des partisans en armes à la quatrième puissance militaire du monde''. De Djebel El Onk dans la région de Tébessa aux Aurès, Mohand-Tahar et les compagnons en route vers le maquis parcourent pendant plusieurs jours un vaste territoire. La marche se fait au rythme des vols de reconnaissance, des alertes et dans la peur permanente d'être repérés et d'être ''dans l'obligation d'affronter sans préparation des troupes de l'armée coloniale''

Djebel Guern El Kebch, dans le cœur des Nememchas, Djebel Labyadh, ''l'un des antres les plus imprenables de l'ALN'', El Djorf, théâtre de la grande bataille éponyme qui a marqué les moudjahidines et les habitants de la région les 21 et 22 septembre 1955, Djebel Ergou, Djebel Boutaleb, lieu de transit entre les wilayas I, III et III, Stah Guentis, Oum Lakmakem, Oued El Bordj, Alinas, Khenchla, Oued Laarab, etc. Des noms de lieux-dits qui ne disent pas beaucoup à ceux qui ne connaissent pas la géographie de la région. Mais, au miroir de la glorieuse lutte de libération



nationale, ils résonnent comme autant de jalons de Novembre 1954 ! La marche de Mohand-Tahar Bouzeghoub et ses compagnons vers le front dessine la cartographie de bastion révolutionnaire au pluriel.

SECRÉTAIRE D'ABBAS LAGHROUR

''Témoignage éclairé'' sur des épisodes saisissants vécus par l'auteur, les Mémoires de Mohand-Tahar Bouzeghoub constituent un matériau précieux pour les historiens. Depuis une trentaine d'années, les maquisards ont ''changé de fusil d'épaule'' au soir de leur vie en se mettant à l'écriture. Les catalogues des éditeurs nationaux – « Casbah », « Chihah », « Barzakh », «ANEP Editions », « ENAG », « Koukou », « Dahlab », etc – et français en témoignent.

La période qu'il a passée dans les Aurès comme secrétaire de Abbas Laghrour au cœur de la wilaya I et les missions – nombreuses et importantes – auxquelles il a été assigné par la direction de la Révolution en font un ''témoin précieux'' sur une période cruciale de l'histoire de la révolution dans les Aurès après la mort au combat de Mustapha Ben Boulaïd. En mai 1957, alors qu'il se trouvait à Tunis dans les cadre d'une de ses missions autour de la situation de la wilaya I, Mohand-Tahar Bouzeghoub est appelé à une autre mission. Féconde et salutaire, celle-là, la mission l'assigne à une formation de pilote. La décision a été prise par la direction de la Révolution, désireuse, ce faisant, d'anticiper l'avenir et de ''préparer les futurs cadres de l'Algérie indépendante''. Après un passage par Le Caire, l'ex étudiant de la Zitouna arrive à Damas d'où il sera affecté à Alep pour une formation à l'académie d'aviation. Il y suit le cycle en compagnie de Yahia Rahal, Lounes Boudaoud, Ismaïl Ouyahia, Mostapha Doubabi, Kamel Chikhi et Azeddine Mellah. Ça sera la première promotion d'aviation dans l'histoire de l'Algérie.



''En fait, avant d'être inscrit sur la liste des candidats pour une formation militaire à Alep, le responsable du FLN à Damas, Abdelhamid Mehri, m'a reçu dans son bureau. Il s'est obstiné à m'orienter vers des études universitaires et a voulu me faire revenir sur ma décision. Son argument est que j'étais jeune et que je serais utile au pays si je faisais des études universitaires (…) J'ai quitté son bureau déçu, tourmenté et sans savoir quoi faire. Je ne saisissais pas l'intention de Mehri et son souhait de m'imposer des études universitaires. Mes camarades se préparaient pour aller à Alep et moi, j'étais désarçonné et à la recherche d'une solution. Mais la chance allait me sourire'', dit-il, allusion à la présence, au même moment, d'Abane Ramdane dans la capitale syrienne.

''Convaincu qu'en toute logique qu'il allait rendre visite à Mehri, je me suis alors précipité au bureau du FLN. Sans trop attendre, j'ai aperçu Abane franchissant le seuil du bureau. Je l'ai vite accosté pour lui exprimer mon inquiétude. Il m'a invité, lui aussi, à réfléchir encore sur les avantages d'intégrer une université. En sentant ma persévérance, il s'est retourné vers Mehri pour lui demander de me laisser réaliser mon vœu et de rejoindre le groupe partant à l'Ecole de formation des officiers de réserve d'Alep''.

L'ARRIVÉE À PÉKIN

Une formation de base et deux années plus tard, Mohand-Tahar et les ''aviateurs'' en devenir avaient rendez-vous avec une formation plus poussée : poursuivre le cursus de base et, surtout, apprendre à piloter. Or, les Syriens n'avaient pas encore acquis des avions d'entraînement. Faute de pouvoir accomplir la troisième année en URSS et en Egypte (les Egyptiens exigeaient, entre autres conditions dilatoires, de les soumettre à un nouvel examen d'admission), les stagiaires ont fini par voir leur rêve exaucé. 'La solution est venue de Krim Belkacem. Avisé par le commandant Rebahi Nouar – responsable de la formation — , il a réussi à nous trouver des places en Chine''. Yahia Rahal, Lounes Boudaoud, Ismaïl Ouyahia, Mostapha Doubabi, Kamel Chikhi, Azeddine Mellah et Mohand-Tahar Bouzeghoub rallieront Pékin en compagnie d'un ''pilote confirmé'' : Saïd Aït Messaoudène qui avait déserté l'Armée française pour rejoindre l'ALN en Tunisie. Autre bénéficiaire du stage chinois, Belkacem Moussouni, futur officier supérieur de l'Armée de l'air algérienne.

''Nous sommes arrivés à Pékin en décembre 1959. Le groupe est scindé en deux. Les élèves-officiers en aviation de chasse, dont je faisais partie, sont orientés vers l'académie de Wuhan''. Ils sont quatre pilotes (Aït Messaoudène, Rabah Chellah, Yahia Rahal et Bouzeghoub) et cinq techniciens. Envoyée à Kharbin (nord), la seconde équipe – des spécialistes des bombardiers – est composée de trois pilotes (Boudaoud, Doubabi et Ouyahia) et deux techniciens. ''A Wuhan, chaque élève algérien est encadré par un pilote chinois qui a fait ses preuves en ayant participé à la Guerre de Corée. Les encadreurs n'ont pas lésiné sur les moyens pour nous transmettre leur expérience et savoir-faire. La Chine était soucieuse de nous dispenser une formation de qualité et nous préparer aux conditions presque identique d'une guerre réelle''.

Ce stage a coïncidé avec la visite en Chine d'une délégation du GPRA conduite par Krim Belkacem et composée de Abdelhafid Boussouf, Ahmed Francis, Saad Dahlab, Ali Ben Abdelmoumene et Me Mebrouk Belhocine. A leur arrivée à Wuhan, Krim et la délégation algérienne ont été salués ''par un vol de bienvenue d'un appareil piloté par Aït Messaoudène et son coéquipier chinois''. Les stagiaires quittent la Chine en 1960 à l'issue d'une formation ''vraiment bénéfique, de qualité et solide''. ''Nous avons eu droit au même traitement que les élèves-officiers chinois. Notre séjour s'est déroulé dans de bonnes conditions. C'est dans cette base que nous avons commencé à voler sur MiG-17''. A l'indépendance, le bambin d'Ilmayène qui raffolait d'avion en papier a été au rang des fondateurs de l'Armée de l'air algérienne.

Y. K.

(1) Lt-colonel Mohand-Tahar Bouzeghoub : « Des sentiers aux cieux de la liberté''. Mémoires d'un pilote de chasse. Editions Rafar, Alger 2024

TRANSMETTRE NOVEMBRE AUX JEUNES GÉNÉRATIONS

Mission mémoire à l'école

À l'occasion de la commémoration du 1er Novembre 1954, symbole du déclenchement de la guerre de libération nationale, les écoles algériennes redoublent d'efforts pour transmettre aux élèves les valeurs de patriotisme et de sacrifice. Enseignants et conseillers pédagogiques rappellent le rôle essentiel de l'école dans la préservation de la mémoire nationale.



Dans les établissements scolaires, la préparation de la célébration du 1er Novembre ne se limite pas aux cérémonies officielles. Pour Kamel Nouari, conseiller en éducation, cette date doit être un véritable moment d'apprentissage et de réflexion. « L'élève doit comprendre que le 1er Novembre n'est pas une simple date historique, mais le jour où la première balle de la liberté a été tirée contre l'oppression coloniale », explique-t-il.

À travers les programmes scolaires, il plaide pour que les jeunes saisissent la portée du sacrifice national. « La terre d'Algérie s'est abreuvée du sang pur de ses enfants pour qu'elle vive libre et indépendante. Nos élèves doivent être fiers de cette Révolution, qui continue d'enseigner les valeurs du courage, du dévouement et de l'amour de la patrie », affirme-t-il avec conviction.

Pour que cet héritage demeure vivant, Kamel Nouari appelle à renforcer la place de l'histoire dans le système éducatif. « Les manuels du moyen et du secondaire doivent montrer que la Révolution algérienne a bouleversé le cours de l'histoire et inspiré les peuples du monde entier », souligne-t-il.

Il suggère également la création de clubs d'histoire dans chaque établissement, encadrés par des enseignants passionnés, et souhaite que les écoles portent les noms de martyrs ou de moudjahidine, afin que la mémoire soit visible et ancrée dans le quotidien des élèves.

Et si le 1er Novembre devenait un jour d'activités au lieu d'un simple jour férié ? « Ce jour-là, les élèves devraient participer à des ateliers, des expositions, des pièces de théâtre ou des tournois sportifs autour de la Révolution. C'est ainsi qu'ils comprendront, par l'expérience et l'émotion, la signification profonde de Novembre », ajoute-t-il.

FAIRE AIMER L'HISTOIRE, C'EST FAIRE AIMER LA PATRIE

Pour M. Mokaddem Ahmed, enseignant d'histoire-géographie dans un CEM à Boudouaou, l'histoire ne doit pas être perçue comme une simple matière scolaire, mais comme une porte ouverte sur l'identité nationale. Selon lui, enseigner l'histoire, c'est transmettre la mémoire, la fierté et la conscience du sacrifice. « Quand je parle à mes élèves de Larbi Ben M'hidi, de Hassiba Ben Bouali ou de Didouche Mourad, je vois dans leurs yeux une admiration sincère. Ce sont des héros réels, proches d'eux, pas de simples noms dans un manuel », raconte-t-il.

Chaque année, M. Mokaddem transforme sa salle de classe en un véritable musée de mémoire vivante, en organisant avec ses élèves une exposition sur la Révolution algérienne : photos, affiches, objets anciens et témoignages de familles de moudjahidine y rappellent la grandeur de la lutte pour la liberté. « C'est leur manière à eux de dire merci à ceux qui ont donné leur vie pour l'Algérie. Et souvent, ces activités les touchent beaucoup plus qu'un simple cours magistral », confie-t-il.

Pour cet enseignant passionné, il est essentiel d'inciter les élèves à aimer l'histoire, à la vivre plutôt qu'à la subir. « L'histoire n'est pas qu'une matière à apprendre pour les examens, c'est un héritage à comprendre et à faire vivre. Un élève qui aime l'histoire aimera son pays, car il saura d'où il vient et pourquoi il doit en être fier », souligne-t-il. Et d'ajouter : « Avant tout, il faut apprendre à l'enfant à aimer son pays. Cet apprentissage commence dans la famille, se renforce dans son environnement, puis vient l'école pour le consolider. Si chaque cercle éducatif joue son rôle, nous aurons des générations conscientes, fières et attachées à leur patrie ».

Pour Kamel Nouari, préserver l'esprit de Novembre, c'est préserver l'âme de la nation. « Notre mission est claire : faire aimer la patrie à chaque élève, quelles que soient les circonstances », conclut-il. Car aimer son pays, rappelle-t-il, « c'est comprendre les sacrifices qui l'ont bâti et se sentir responsable de son avenir ». Dans les salles de classe, sur les murs des écoles et dans le cœur des jeunes, Novembre continue de vivre, non pas comme une page d'histoire, mais comme une flamme toujours allumée.

Lynda Louifi

SAUVEGARDE DE LA MÉMOIRE NATIONALE

Numériser pour ne jamais oublier

À L'HEURE où le monde s'engage dans une transformation numérique accélérée, la préservation et la numérisation de la mémoire nationale s'imposent comme un véritable acte de souveraineté. En Algérie, ce processus dépasse la simple modernisation technologique, il vise à sauvegarder l'histoire du pays et à honorer la mémoire de ceux qui ont rêvé et lutté pour une Algérie libre et indépendante. La valeur ajoutée de la numérisation réside dans sa capacité à diffuser le savoir. En convertissant les archives physiques en formats numériques, l'Algérie crée des bases de données sécurisées et accessibles aux chercheurs, aux établissements éducatifs et au grand public. Cet accès élargi renforce non seulement la recherche scientifique, mais aussi la conscience historique et le sentiment d'appartenance nationale, notamment chez les jeunes générations.

La numérisation se positionne ainsi comme un outil essentiel de protection de l'identité nationale, un lien entre passé et présent, garantissant la transmission fidèle de l'héritage des générations précédentes à travers des supports modernes et interactifs. La transformation numérique n'est plus une option, elle constitue désormais le nouvel espace où se dessine la souveraineté nationale. Dans ce contexte, la mémoire numérique devient un actif stratégique, au même titre que les ressources matérielles.

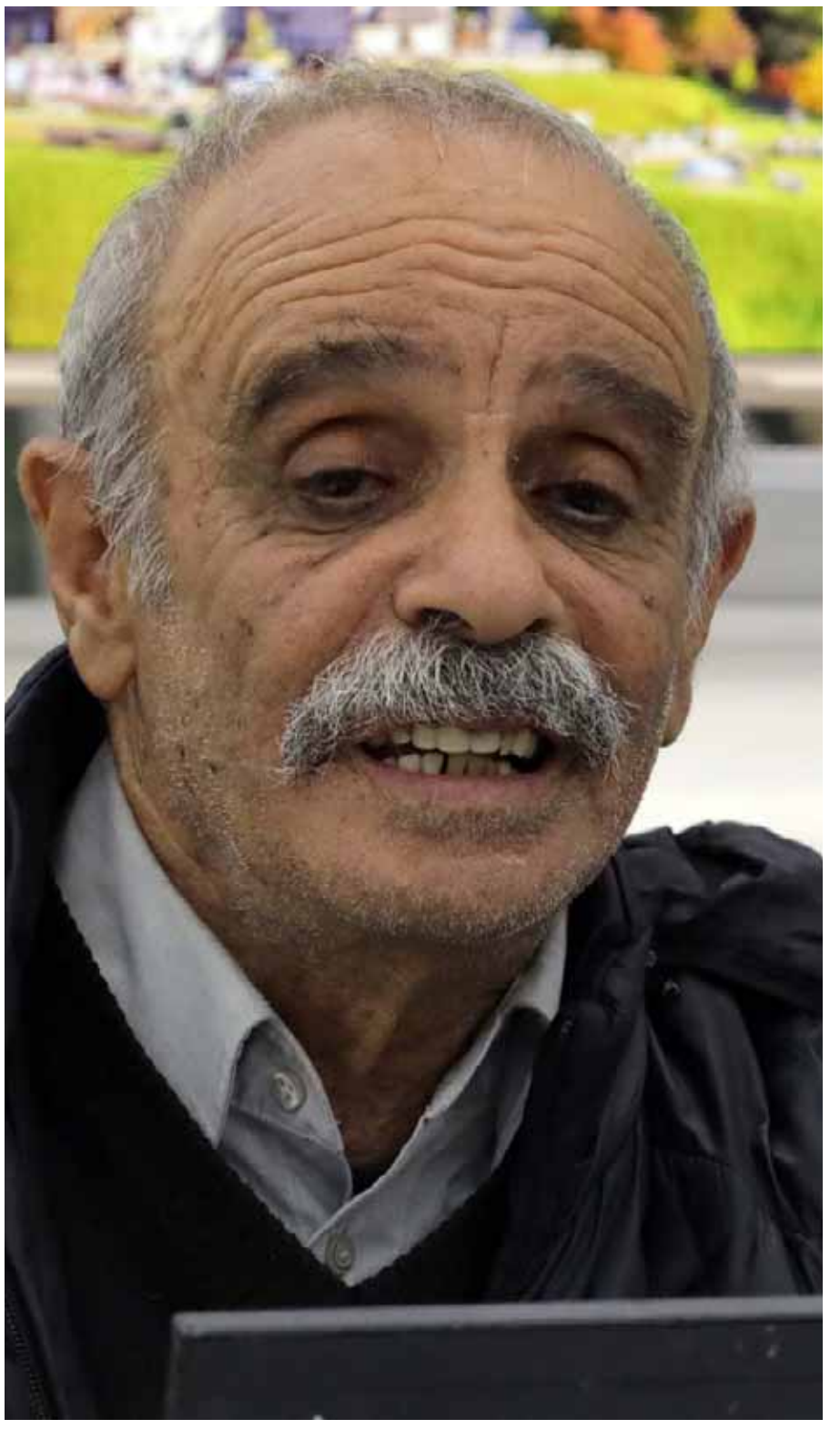
Le projet de numérisation s'affirme comme une initiative nationale à portée culturelle et patrimoniale, traduisant une volonté politique claire de préserver la mémoire collective. Sous l'impulsion des autorités, plusieurs projets numériques ont vu le jour pour documenter et protéger le patrimoine historique du pays, à l'instar de la plateforme Geoheritage, lancée par le ministère des Moudjahidine et ayants droit, recense les sites historiques liés à la résistance et à la Révolution. Grâce à des cartes interactives, les utilisateurs peuvent explorer ces lieux et découvrir leur contexte historique, faisant de la plateforme un outil à la fois éducatif et patrimonial. Mise en ligne en juillet 2025, cette plateforme couvre la période 1830–1962 et propose des fonctionnalités innovantes telles qu'un moteur de recherche multicritères, des visites virtuelles en 3D et un système de géolocalisation, permettant à chacun d'accéder facilement à l'histoire nationale. Ou encore, l'application « History of Algeria 1830–1962 », lancée en 2023, propose une approche interactive de l'histoire nationale sur smartphones. Conçue dans un style moderne et simplifié, elle invite les jeunes à découvrir les grandes étapes de la lutte pour l'indépendance à travers des contenus validés par des professeurs et chercheurs spécialisés. Ces initiatives traduisent la volonté des institutions de faire de la mémoire nationale un bien commun, vivant et accessible à tous. Les universités et centres de recherche algériens jouent un rôle déterminant dans cette dynamique. Ils participent activement à la création de programmes d'archivage numérique et à l'organisation de conférences réunissant historiens et experts en communication numérique. Cette collaboration garantit la rigueur scientifique et la fidélité historique des contenus produits. A ce propos, l'Université de Sétif a développé des solutions numériques pour restaurer des sites endommagés. Des projets ambitieux basés sur le scan 3D et les « jumeaux numériques » utilisés pour reconstituer virtuellement des monuments historiques avec une précision extrême. Ces projets visent à créer un double numérique du théâtre romain de Tipaza et du Palais du Bey à Constantine, une première en Afrique du Nord. De plus, la Révolution (1954–1962) occupe une place centrale dans ces efforts de numérisation. Véritable socle de l'identité et de la souveraineté algériennes, elle fait l'objet d'un vaste travail de numérisation des témoignages de moudjahidine, des documents du FLN, photos, correspondances, manuscrits et œuvres artistiques sont soigneusement archivés grâce à des scanners haute résolution et des systèmes de stockage sécurisés. En plus de la conservation, cette démarche vise à transmettre les valeurs de résistance, de sacrifice et de liberté à travers des outils interactifs, à savoir des cartes virtuelles des batailles, des portraits d'héros ou encore des témoignages audio et vidéo des anciens combattants. L'utilisateur devient ainsi acteur de la mémoire collective, participant à la préservation vivante d'un patrimoine commun. La préservation de la mémoire nationale par la numérisation n'est pas un simple projet technique limité à la sauvegarde des archives, mais constitue un espace d'innovation, de connaissance et de transmission. En investissant dans ce domaine, l'Algérie ne protège pas seulement son histoire, elle prépare également l'avenir de sa souveraineté culturelle à l'ère digitale.

Rim Boukhari

PR. ABDERRAHMANE KHELIFA, HISTORIEN ET ARCHÉOLOGUES

«Aujourd'hui, les jeunes ont accès au savoir sans les restrictions coloniales»

Entretien réalisé par Lynda Louifi



L'Algérie célèbre le 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne, le 1er novembre 1954, date symbole du combat pour la liberté et l'indépendance. À cette occasion, le professeur Khelifa, historien et archéologue, revient sur la portée historique et universelle de cet événement qui a mis fin à plus d'un siècle de colonisation. Il souligne, dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant, l'importance de transmettre aux jeunes générations l'esprit de Novembre, fait de courage, de justice et de patriotisme, et appelle à un enseignement plus vivant et critique, fondé sur l'ouverture des archives et la valorisation des témoignages des acteurs de la Révolution.

LE JEUNE INDÉPENDANT : ***Soixante-et-onze ans après son déclenchement, que représente pour vous le 1er Novembre 1954 ?***

Abderrahmane Khelifa : Le 1er Novembre est évidemment une date hautement symbolique pour le peuple algérien, puisqu'elle marque la fin de 132 ans d'occupation, de spoliation et de déni du droit d'un peuple à vivre libre et indépendant. Toutes les familles algériennes ont été, d'une manière ou d'une autre, touchées par cette date. Au-delà de sa portée nationale, le 1er Novembre est aussi un événement mondial. Il a bouleversé la politique coloniale de la France et accéléré le processus de décolonisation dans de nombreux pays, notamment en Afrique.

Soixante-dix ans après, je considère toujours cet événement comme essentiel dans l'histoire de notre pays, car il a eu un véritable effet domino sur la géopolitique mondiale. Le 1er Novembre représente l'aboutissement d'un long combat marqué par les luttes incessantes, la spoliation des terres, l'exil forcé, les révoltes et les engagements politiques. Cette date fondatrice est aussi le point de départ d'autres moments déterminants de notre lutte, tels que le 20 août 1955 et le 20 août 1956, qui ont conduit, quelques années plus tard, à la victoire du 5 juillet 1962.

Selon vous, les jeunes générations perçoivent-elles encore pleinement la portée historique et morale de cet événement fondateur ?

Oui et non. C'est effectivement un événement majeur qui a profondément changé leur vie. Aujourd'hui, les jeunes ont accès au savoir sans subir les restrictions qu'imposait autrefois le régime colonial. À cette époque, très peu d'Algériens avaient la possibilité de poursuivre des études supérieures, et beaucoup vivaient dans des conditions de grande précarité, peinant même à se nourrir correctement.

Comment évaluez-vous aujourd'hui la place accordée à la guerre de libération nationale dans les programmes scolaires et universitaires ?

La guerre de libération nationale occupe une place importante dans les manuels scolaires, aussi bien au primaire qu'au secondaire. En revanche, je ne sais pas précisément comment elle est enseignée à l'université, d'autant plus que les archives de la guerre de libération ne sont pas encore ouvertes au public.

Pour mener des recherches approfondies, il faut encore se rendre en France, notamment aux archives de Vincennes ou d'Aix-en-Provence, afin de consulter les documents déclassifiés. De la même manière, il serait souhaitable que l'Algérie ouvre ses propres archives aux jeunes universitaires, afin qu'ils puissent accéder au point de vue algérien. Le ministère des Moudjahidine a, il est vrai, recueilli de nombreux témoignages d'acteurs de la Révolution. Il serait utile de les publier, de les faire connaître au grand public et d'en faire de véritables sources pour l'écriture de notre histoire nationale.

Que faudrait-il, selon vous, changer dans l'enseignement de Novembre pour qu'il soit transmis non pas comme un simple chapitre d'histoire, mais comme une véritable leçon de citoyenneté ?

Novembre a permis de libérer tout un pays et ne peut, à ce titre, être considéré comme un simple chapitre de notre histoire. Il faut en tirer toutes les leçons pour bâtir une Algérie moderne, ouverte sur le monde. Les principes énoncés dans la Déclaration du 1er Novembre et dans la Plateforme de la Soummam demeurent des repères essentiels pour la construction d'un État fort, juste et tourné vers l'avenir.

Les enseignants disposent-ils, selon vous, des outils pédagogiques nécessaires pour transmettre cette mémoire vivante ?

Il existe bien sûr des textes fondateurs qui ont permis l'insurrection armée de Novembre 1954. Mais pour l'historien, il faut aller plus loin dans le temps pour comprendre la finalité de ce mouvement. Il convient de remonter à la création des différents courants politiques et culturels qui ont préparé le terrain : le Parti Communiste Algérien (PCA), l'Étoile Nord-Africaine (1924), le Parti du Peuple Algérien (PPA), le Mouvement des Oulémas (1931), l'Union des Démocrates Musulmans Algériens (1946), le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD, 1946) ou encore le CRUA, créé le 23 mars 1954.

En réalité, les Novembristes s'inscrivent dans la continuité des résistances qui, depuis 1830, n'ont cessé de s'exprimer : de l'Émir Abdelkader (1832-1847) à l'insurrection de l'Aurès, du Hodna et des Zibans (1849), en passant par le Bey Ahmed, Lalla Fatma N'Soumer (1848-1857), Zaatcha (1847), Cheikh Aheddad (1871), les Ouled Sidi Cheikh (1864-1866), le soulèvement d'El Amri (1876), Bouamama (1881-1883) ou encore la révolte des Béni Chougrane (1916).

Le génie des hommes de Novembre a été de fédérer toutes les tendances du mouvement national contre un ennemi commun et d'utiliser la communication comme une véritable arme pour faire connaître la cause algérienne à travers le monde. Novembre 1954 constitue ainsi un moment fondateur et un repère essentiel de notre histoire collective.

Quelles sont, au-delà des faits historiques, les valeurs fondamentales du 1er Novembre qu'il importe aujourd'hui de transmettre à la jeunesse?

Il ne faut pas oublier que les artisans de Novembre étaient très jeunes : la plupart d'entre eux avaient moins de trente ans, mais possédaient déjà une solide culture politique et une détermination sans faille. Ils ont sacrifié leurs études, leur travail, leurs biens, parfois même leur vie, pour se consacrer entièrement à la lutte de libération nationale. Pour la jeunesse d'aujourd'hui, c'est un exemple de courage, de dévouement et de persévérance. Apprendre, se former et s'engager dans tous les domaines constitue le meilleur moyen de relever les défis de la construction d'un État fondé sur le progrès et la justice.

Peut-on parler d'un risque d'« oubli » ou de « désintérêt » des jeunes vis-à-vis de l'histoire nationale ? Si oui, comment y remédier ?

Non, Novembre n'est pas une date ordinaire. C'est une date fondatrice de l'État, au même titre que les grandes dates fondatrices des États modernes. Elle est l'aboutissement de toutes les insurrections qui ont secoué notre pays depuis 1830. À l'époque, les historiens de la colonisation étaient convaincus que cette terre ne pouvait être que française. Les festivités du centenaire de la colonisation semblaient d'ailleurs sceller à jamais le sort de l'Algérie. Comment alors oublier Novembre, sans penser à un parent tombé durant la guerre ? Cette mémoire reste profondément ancrée dans chaque famille. Toutefois, la jeunesse d'aujourd'hui demeure sensible à l'idéal de justice, de liberté et de bien-être que portaient les hommes de Novembre.

En tant qu'historien, quel message aimeriez-vous transmettre à la jeunesse algérienne à l'occasion du 1er Novembre 1954 ?

Connaître l'histoire de son pays est un devoir essentiel pour tout citoyen de cette terre. Découvrir son passé et ses richesses historiques, c'est aussi une manière d'exprimer l'amour que l'on porte à la patrie qui nous a vus naître. Pendant longtemps, on a voulu nous faire croire que notre pays était une « terra nullius », une terre sans histoire. Or, l'Algérie possède un patrimoine historique et archéologique d'une richesse exceptionnelle et d'une ancienneté remarquable. Cet héritage nous incombe aujourd'hui de le préserver et de le transmettre aux générations futures.

L. L.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

ENFANTS DE LA RÉVOLUTION

Ils n'oublient pas

À travers l'Algérie, des milliers d'enfants ont été heurtés de plein fouet par la violence coloniale française. Une violence qui a négativement bousculé leur quotidien, brisé leur insouciance et marqué leur existence à jamais. Une réalité bien connue, dont la conséquence, ou plutôt la cruelle résultante, est indéniable : des enfances innocentes ont terriblement été sacrifiées sur l'autel du colonialisme.



Au camp de Tazaghart, Ouardia Ahmed Khodja, aujourd'hui septuagénaire, garde en mémoire les heures sombres vécues à Tigrine, son village natal d'Azeffoun. Elle raconte qu'elle avait à peine six ans lorsque l'armée française, en représailles à l'incendie de l'école du village, s'en prit violemment aux habitants. Elle se souvient de cette peur permanente, « de ces soldats qu'un enfant ne peut comprendre sinon comme une menace sans fin ». Selon ses propres termes, sa famille fut l'une des premières visées, leur maison fut incendiée avant que tout le village ne soit regroupé de force à Tazaghart, dans une extrême précarité, vêtus seulement de hardes maigres et déchirées.

Dans son témoignage, Ouardia met en lumière le courage et l'héroïsme de sa mère, Hasna, qui réussit à s'évader du camp au bout de seulement quinze jours. « A l'époque, l'armée française autorisait sporadiquement quelques détenus à se rendre au marché hebdomadaire d'Azeffoun, sous surveillance serrée », fait-elle savoir. « Hasna saisit alors cette brève ouverture, elle obtient l'autorisation de sortir avec trois autres femmes et un homme, prétextant l'achat de provisions avec le peu d'argent qu'elle avait. Une sortie qui devint l'occasion d'une fuite audacieuse », ajoute-t-elle.

Affaiblie, pour le coup, par une grave maladie due à l'eau contaminée du camp, Ouardia parle de l'horreur quotidienne. « Les Algériens exécutés étaient ensuite jetés dans le puits du camp », témoigne-t-elle avec indignation. « Profitant de la sortie au marché, ma mère transforma ce moment en plan d'évasion. Une fois arrivées à Azeffoun, nous avons pu nous cacher chez des proches et nous y demeurèrent deux semaines entières, sans que notre disparition ne soit remarquée par les soldats », poursuit-elle.

« Après l'incendie, nous avons fui chez des proches à Azeffoun. On était totalement perdues, sans nouvelles de mon père qui vivait à Alger. Heureusement, un homme du village — l'un des rares à savoir lire et écrire — a accepté de nous aider. Il a rédigé un message urgent pour mon père, le suppliant d'obtenir un laissez-passer afin qu'il puisse venir nous chercher. Pendant deux longues semaines, nous avons attendu, chaque jour, dans la peur que les soldats nous découvrent. Puis, enfin, il est arrivé. Je me souviens encore du trajet vers Alger… c'était terrifiant ! A chaque arrêt : fouilles, interrogatoires, regards qui vous scrutent comme si vous étiez coupables de quelque chose. A chaque fois, je me demandais si nous allions nous en sortir ou si quelqu'un allait nous dénoncer », confie-t-elle.

La voix de Ouardia se brise lorsqu'elle évoque le calvaire de son frère, « arrêté à seulement 16 ans ». Selon elle, son seul « tort » était de porter le nom Ahmed Khodja, un nom que l'armée française considérait comme une menace à Tigrine. « Sauvagement torturé, puis transféré successivement à Tizi Ouzou et à l'hôpital Mustapha Pacha d'Alger, il y fut détenu dans le plus grand secret, Mon père n'a découvert son emplacement que par hasard, grâce à un villageois. Il s'est donc précipité à l'hôpital pour le ramener chez nous », raconte-t-elle.

Mais, à son avis, les cicatrices les plus profondes ne se voyaient pas. « Mon frère a guéri de ses blessures mais son esprit, lui, a été brisé », relate, avec une grande tristesse, Ouardia. « Ce qu'il a enduré l'a marqué à jamais, l'empêchant de retrouver une vie normale », souligne-t-elle.

Enfin, Mme Ahmed Khodja raconte aussi une scène gravée à jamais dans sa mémoire, celle d'un paysan du camp suppliant les soldats de le laisser rejoindre son champ de blé en pleine saison des moissons, alors que les familles souffraient de la faim. « Ils l'ont battu à mort, devant nous, sans aucun remords », dénonce-t-elle.

SOUVENIR D'UNE NUIT QUI A TOUT CHANGÉ

Un autre témoignage, celui de Mohamed Dakichich, originaire de Batna, ayant vécu la nuit du 1er novembre 1954. Le témoin, que nous avons rencontré dans un café à Alger, relate qu'il n'avait que neuf ans lorsque les premières explosions ont retenti en pleine nuit, dans la vallée d'Arris. Les coups de feu répercutés par les montagnes des Aurès lui donnaient l'impression que la nature elle-même annonçait l'arrivée d'une nouvelle ère, selon ses propos. Il se souvient que, quelques jours plus tard, la violence des descentes militaires coloniales françaises s'est abattue sur le douar : rafles brutales, cris, maisons fouillées de fond en comble.

Il confie que la disparition de son père, embarqué dans les camions militaires, a fait naître dans sa vie une autre forme de torture, celle de « l'attente » : pendant six mois, aucune nouvelle. Dans ce sens, il précise que la faim n'était pas le plus dur à supporter. « C'était surtout l'attente qui dévorait les familles », affirme-t-il. Le père finit par revenir mais lui, l'enfant, dit avoir cherché dans ses yeux le héros qu'il croyait connaître… n'y voyant qu'une douleur silencieuse, jamais vraiment partie.

Il se rappelle aussi les nuits glaciales, et le soupçon constant qui planait sur les enfants. Ils étaient accusés d'être des messagers du maquis simplement parce qu'ils parlaient une langue que les soldats de l'armée coloniale ne comprenaient pas, a expliqué M. Dakichich. Dans ses mots, l'enfance elle-même était compromise.

Pour Fatma Khellafi, née en 1946 et ayant grandi à El-Eulma (Sétif), l'armée coloniale faisait preuve d'une violence inouïe à l'égard des civils. « La maison a été fouillée de fond en comble. Nos maigres biens ont été jetés dans la boue, renversés et piétinés… Cela s'est produit peu après que mon père a rejoint le maquis pour combattre l'oppresseur », indique-t-elle, d'une voix émue. Pendant son témoignage, elle se rappelle la sensation de la terre froide sous ses pieds nus pendant la fuite, les longues marches sans fin, son ventre vide qui gronde comme « un tambour de guerre ».

Au moment du déclenchement de la guerre, Hafid Marezki n'avait que huit ans. A la Casbah, il avait le sentiment que le danger se faufilait dans chaque passage, rendant l'endroit lui-même hostile. Les perquisitions, quant à elles, rythmaient le quotidien, raconte-t-il. Il explique que tout le monde savait que des personnes étaient enlevées, mais nul ne savait combien en revenaient vivantes. Un soir, un voisin rentra du centre de détention de Serkadji. « Son corps était là, mais son âme semblait être restée derrière les barreaux », rapporte Hafid, le regard sombre.

De son côté, Nassima Derrabah, née en 1945 et habitante, elle aussi, de La Casbah, se rappelle la peur permanente qui étreignait les familles. Pourtant, insiste-t-elle, la dignité demeurait. « A chaque perquisition, je pensais que quelqu'un ne reviendrait jamais », confie-t-elle, la voix encore marquée par l'angoisse de l'époque. Du reste, étant scolarisée, elle raconte avoir compris très tôt que lire dans la langue de l'autre est « un acte de résistance ». « Gloire à nos martyrs… Le seul héros, c'est le peuple », ajoute-t-elle.

Ils n'étaient ni soldats ni intellectuels engagés. Ils n'avaient ni fusils ni plans de bataille, mais la guerre les a saisis par la main et ne les a plus jamais lâchés. Ils témoignent pour que cette mémoire-là, celle des petits invisibles, ne soit pas effacée.

Khalil Aouir

POUR UNE RUPTURE AVEC TOUT SYSTEME D'OPPRESSION ET D'OBSCURANTISME

Le caractère populaire du mouvement qui a toujours porté l'Algérie à couvrir les étapes de son histoire constitue la base même en dehors de laquelle aucune action d'envergure, aucun sursaut émancipateur durable, aucun progrès collectif ne peuvent s'expliquer objectivement.

Par Cheikh Tahar Badaoui

En effet, dès les débuts de l'invasion coloniale au XX siècle ce qui frappe le plus, ce fut l'engagement massif des couches les plus profondes du peuple, notamment dans les campagnes, en un mouvement de résistance qui allait se prolonger durant des décennies, révélant, à travers des fortunes diverses, une remarquable continuité historique.

I/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1er NOVEMBRE 1954

1°) RAPPEL HISTORIQUE

La lutte patriotique qui s'est déroulée en Algérie pendant 130 ans environ face à l'occupation étrangère, se manifestait à travers toutes les formes possibles d'action et avec un soubassement plus ou moins précis de couche sociale et de sens national libérateur, mais selon la même constante visant à sauvegarder la société, son patrimoine foncier, ses acquis historiques et son être collectif.

Première guerre d'indépendance organisée dans le cadre d'un Etat et sous le commandement de l'émir Abd elkader contre les envahisseurs français, de 1832 à 1948; révoltes et soulèvement régionaux de grande amplitude se succédant jusqu'en 1882 (révoltes d'el Mokrani , lala fatma N'Soumer , sidi cheikhes, cheikh Ahadad .., cheikh Bouamama, etc …) et d'une façon beaucoup plus restreinte, jusque dans les débuts du XX siècles , résistance aux séquestres et vols massifs de terres au profit des colons; efforts de récupération acharnés, et parfois réussis, de fonds agraires appartenant à de larges collectivités paysannes spoliées et refoulées, combat politique nationaliste structuré apparu dans les années 1920 et ne cessant d'affirmer, dès lors, une dominante populaire et la revendication pleine et entière de la personnalité algérienne et de l'indépendance du pays, et refus opiniâtre opposé par lui à l'assimilation organique à la nation française, édictée avec la complicité de la bourgeoisie libérale; évènement du 8 Mai 1945 ayant entraîné de la part des colonialistes les massacres effroyables que l'on sait, ce qui allait déterminer les patriotes à choisir, plus tard, les moyens radicaux de lutte armée, déclenchement de la guerre de libération enfin, mobilisant à partir du 1er novembre 1954 et de manière progressive, les forces militantes d'avant garde, les paysans et la nation dans son ensemble pour les engager dans la voie d'une véritable révolution tout cela exprimait la volonté du peuple algérien d'abolir un passé de mépris de la personne humaine et de droit des gens, d'obscurantisme et d'assujettissement à l'occupant étranger.

2/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1 er NOVEMBRE 1954

Cette volonté de devenir national et de rupture violente avec le système colonialiste n'a cessé d'animer, la révolution dans les prolongements insoupçonnées et la vigueur accrue, au fur et à mesure qu'une guerre de génocide et de dévastation multipliait les massacres et accumulait les ruines, ont du même coup transformé profondément la société algérienne, les structures mentales des masses populaires, et le



contenu qualitatif de leurs acquis.

La révolution du 1er novembre 1954 a sauvé par l'action, directe et le recours aux masses opprimées, le courant le plus dynamique du nationalisme populaire algérien. Les divers paliers de la prise e conscience liée au déroulement de la guerre de libération (ALN) entre 1954 et 1962, se situent en amont et en aval d'impacts révolutionnaires décisifs par lesquels l'Algérie militante rompait irrévocablement avec l'existence des partis politiques attentistes devenus inopérants dans la dernière décennie de 1ére coloniale, avec les utopies du libéralisme bourgeois, la démagogie sectaire, le goût du compromis, les incertitudes, illusions et velléités quant au choix des voies et moyens propres à assurer pour toujours l'édification du pays et son indépendance nationale sur des bases conformes à la justice sociale, au progrès économique et culturel et à la souveraineté inaliénable du future Etat Algérien.

A ces impacts idéologiques internes, il convient d'ajouter ceux qui déterminèrent, au moment de la lutte armée, de grandes répercussions dans le monde entier, répercussions grâce auxquelles la révolution algérienne allait contribuer indirectement à hâter l'accession à l'indépendance du Maghreb et du reste de l'Afrique, à renforcer le courant anti-



impérialiste chez les peuples arabes et à déterminer, partout ailleurs, une appréciation plus juste des problèmes de l'oppression colonialiste et de la décolonisation.

Dès les débuts de la guerre de libération, l'idée de l'instauration d'une société nouvelle au profit des masses populaires gagnait du terrain et s'approfondissait au fur et à mesure de l'expérience acquise. La radicalisation de la lutte armée, les sacrifices énormes qui furent consentis (1 million et demi de martyrs, en l'occurrence) pour le triomphe de la cause nationale, la fusion complète pendant sept ans et demi entre le FLN et L'ALN, les petits salariés et artisans et les paysans pauvres engagés dans le combat, ont contribué à approfondir davantage le contenu démocratique et populaire du future Etat Algérien et à affermir la volonté de tout mettre en oeuvre, plus tard, afin que le développement du pays ne serve pas à enrichir une minorité d'affairistes et de privilégiés, mais puisse se réaliser, au contraire, au profit des masses populaires.Toutefois, malgré les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines qui sont considérés 'une façon générale comme un défi au sous-développement, il reste cependant beaucoup à faire en vue d'un développement harmonieux économique social et culturel. Mais cela ne pourra se réaliser que par un Islam vivant.

II/ L'ISLAM, FERMENT A LA FOIS DE VIE INTERIEURE ET D'ACTION LIBERATRICE

1/ L'ISLAM EST L'UN DES REMPARTS LES PLUS PUISSANTS DE NOTRE PERSONNALITE HISTORIQUE

Partie intégrante de notre personnalité historique l'Islam se révéla l'un de ses remparts les plus puissants contre toutes les entreprises de dépersonnalisation. C'est dans un Islam militant, austère, où par le sens de la justice et de l'égalité, que le peuple algérien s'est retranché aux pires heures de la domination coloniale et qu'il a puisé cette énergie morale, cette spiritualité qui l'ont préservé du désespoir et lui ont permis de vaincre.

La révolution algérienne pour le bienêtre de tous entre, dans la perspective historique de l'Islam. L'Islam, dans son esprit bien compris, n'est lié à aucun intérêt particulier, à aucun clergé spécifique, ni à aucun pouvoir temporel. Ni le féodalisme sous tous ses formes, ni le capitalisme ne peuvent le revendiquer ou s'en prévaloir. L'Islam a apporté au monde une conception très élevée de la dignité humaine qui condamne le racisme, le chauvinisme, l'exploitation de l'homme par l'homme … son égalitarisme foncier peut trouver une expression adaptée à chaque époque.

Il appartient donc aux peuples musulmans dont le destin aujourd'hui, se confond avec celui du tiers Monde de prendre conscience des acquis positifs de leur patrimoine culturel et spirituel, de le réassimiler à la lumière des valeurs et des mutations de la vie contemporaire. C'est dire que toute entreprise qui se fixe, aujourd'hui, pour objectif une reconstruction de la pensée musulmane doit, pour être crédible, renvoyer obligatoirement à une entreprise beaucoup plus vaste : la refonte totale de la société. Unis, tous les hommes de foi peuvent faire émarger la seule force irrésistible : celle de Dieu présent dans l'histoire.

2/ RESOUDRE LES PROBLEMES DE NOTRE TEMPS

C'est seulement à partir de cette réactivation de la spiritualité islamique, de cet " Ijtihad", de cette renaissance de la pensée critique et vivante, de cette lecture du Saint Coran comme une interpellation toujours nouvelle et toujours actuelle, de cet effort fraternel et confiant pour comprendre les non musulmans, que nous pourrons, en alliance avec tous ceux qui aiment l'avenir, résoudre les problèmes de notre temps, et réanimer l'espérance.

Ces problèmes majeurs sont au nombre de trois :

a) Maîtriser les sciences et les techniques pour les mettre au service de la libération et de l'épanouissement de l'homme et non de son asservissement et de sa destruction.

b) Orienter la croissance économique qui est, en occident et dans le monde qu'il domine, une croissance aveugle, sans finalité humaine, et nous orienter vers un modèle de développement qui donne à chaque être humain les moyens de déployer toutes les possibilités que Dieu lui a accordées.

c) Réaliser une révolution culturelle profonde qui donne à la culture sa véritable mission: non plus nous acheminer, par le positivisme athée et l'individualisme vers le désespoir, mais faire prendre conscience des fins et du sens de la vie et de l'histoire et opérer une mutation radicale du système actuel de communication afin que les " médias" (presse, radio, télévision, cinéma, édition) ne sélectionnent plus les " faits" selon les critères commerciaux ou politiques de la violence, du sexe, du " sensationnel" mais aident à découvrir, dans notre histoire présente, les " signes" de Dieu révélant le sens de ce qui est entrain de mettre et de se développer.

Pour être le levain du monde nouveau, il faut le pénétrer tout entier. Le Coran, aujourd'hui comme au VII siècles, s'il n'est par lu avec les yeux des morts, peut redonner une âme nouvelle à des civilisations en voie de désintégration spirituelle, comme l'étaient autrefois Byzance et la Perse, comme l'est aujourd'hui l'Occident dans sa version américaine comme dans sa version soviétique. Seul, personne ne peut rien, Unis on peut tout faire.

GÉNOCIDE COLONIAL

L'indélébile blessure

« Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux ». Cette citation d'Alexis de Tocqueville, le penseur libéral, chantre de la démocratie en Amérique, résume à elle seule la pensée coloniale qui perdure jusqu'à aujourd'hui dans une certaine France nostalgique d'une grandeur criminelle passée.



Commettre des crimes au nom d'un supposé droit de la guerre, outil exclusif légitimant au nom d'une supériorité civilisationnelle, l'entreprise coloniale française en Algérie et européenne en Afrique et dans le reste des pays du Sud, demeure jusqu'à présent le soubassement idéologique qui explique pourquoi la France coloniale s'est ingénié de tuer, piller, torturer, brûler, mutiler tout Algérien, confinant à l'ethnocide.

La liste des généraux génocidaires français en Algérie est interminable : depuis De Bourmont à De Gaulle, en passant par les sinistres Rovigo, Cavaignac, Bugeaud, Lamoricière, Yusuf, Saint Arnaud, Salan, Aussaress et autres criminels de guerre ont été coupables de crime de guerre, de crime contre l'humanité, de génocide, d'ethnocide. Le nombre des victimes dépassent de très loin le million et demi de martyrs de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954, le chiffre s'élèverait au minimum à quelque 8 millions de martyrs algériens entre 1830 et 1962.

Passons les décapitations des résistants des Zibans (Zaatcha) en 1848, dont les restes mortuaires ont été longtemps exposés au Musée de l'Homme de Paris avant qu'ils ne soient rapatriés en juillet 2020, l'utilisation des gaz chimique pour la première fois de l'histoire contre les habitants de la ville de Laghouat en 1852 pour arriver aux massacres du 08 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata et aux essais nucléaires de Reggane et d'In Ekker en 1960. Le palmarès criminel de la France dépasse tout entendement et n'a d'égal que les rapports systématiques et quotidiens des forfaits. Tout a été consigné par les auteurs même de ces crimes, un témoignage pour la postérité mais surtout pour un travail de mémoire nécessaire afin de débusquer les exécutants de la mécanique coloniale.

Les déclarations de ces sinistres personnages suffisent pour prendre toute l'ampleur des crimes qu'ils ont commis et dont ils s'enorgueillissent. Pélissier, le bourreau du Dahra, dont les enfumades de Aïn Merane, en août 1845 restent dans toutes les mémoires, écrit en mai 1841 : « Nous resterons jusqu'à la fin juin nous battre dans la province d'Oran, et à y ruiner toutes les villes, toutes les possessions de l'émir. Partout il trouvera l'armée française, la flamme à la main ».

MACRON ET LE DISCOURS CONTRADICTOIRE

Son collègue dans le crime, Bugeaud, apôtre de la politique de la terre brûlée, va dans le même sens. « Plus d'indulgence, plus de crédulité dans les promesses. Dévastations, poursuite acharnée jusqu'à ce qu'on me livre les arsenaux, les chevaux et même quelques otages de marque... Les otages sont un moyen de plus, nous emploierons, mais je compte avant tout sur la guerre active et la destruction des récoltes et des vergers », écrit-il à Lamoricière en 1843.

Jules Ferry, pour ne citer que le père de l'école française, grand chantre du colonialisme, n'a pas mis de gants pour justifier l'entreprise coloniale. « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures […]. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures », s'est-il écrié. Ainsi, la France, phare de la civilisation a un droit naturel, en tant que « race » supérieure, et un devoir, celui de civiliser les « races » inférieures. Le national-socialisme allemand n'aura pas fait mieux, et cet extrait de Ferry ressemble à s'y méprendre à un texte d'Adolf Hitler.



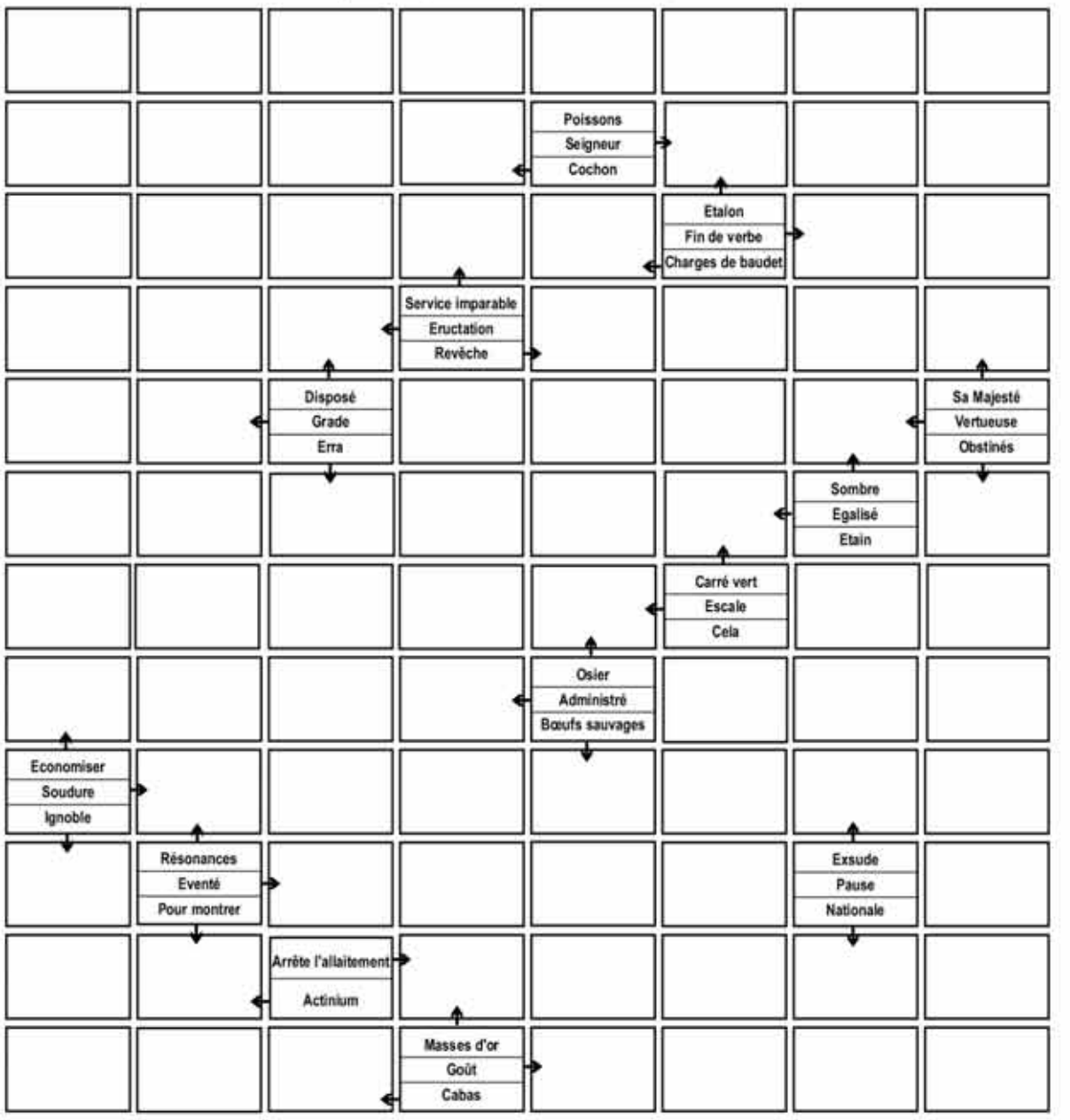
Et c'est au nom de cette prétendue supériorité civilisationnelle que la France a procédé au déracinement du peuple algérien, au séquestre de ses biens, à son acculturation, à son confinement dans des zones inhabitables et reculées. Les gouvernements français successifs n'ont jamais admis les crimes commis au nom de la France et de sa « grandeur » coloniale. Des pas timides ont été faits : trois présidents se distinguent pour avoir « oser » à demi-mots parler de guerre d'Algérie au lieu des événements d'Afrique du Nord (Jacques Chirac en 2002), des « souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien » (François Hollande en 2012), et de « la colonisation, crime contre l'humanité » (Emmanuel Macron, candidat à la présidentielle en 2017).

Élu président, Macron aura un autre discours. En 2023, le président français déclarait « qu'il n'avait pas à demander pardon pour la colonisation ». Ce que le chef de l'Etat français a oublié ou n'a pas compris, ou ne compte pas comprendre, c'est que les Algériens ne cherchent pas un pardon français. Les crimes étant imprescriptibles, les Algériens demandent aux Français de reconnaître leurs forfaits, de reconnaître qu'ils ont commis l'irréparable à l'encontre de tout un peuple martyrisé 132 années durant. Aucune réparation aussi importante soit-elle ne pourra compenser les ravages d'une guerre coloniale, aliénante, annihilatrice et déshumanisante. Comme aucune excuse ou pardon ne sauraient panser les plaies béantes qui marquent encore l'imaginaire du peuple algérien.

Ce que les Algériens réclament, c'est la restitution de tout ce que les Français ont volé en envahissant le pays. Du Canon Baba Marzouk, au sabre de l'Emir Abdelkader en passant par les archives de l'époque ottomane, de la colonisation et surtout de la période de la révolution. Le séquestre de l'histoire de l'Algérie par la France néocoloniale et foncièrement revancharde est en soi un crime qui contribue à la perpétuation d'un complexe outre-Méditerranée, celui du colonisateur qui refuse de voir la vérité en face, celle de la victoire d'un peuple qui a décidé de prendre son destin entre ses mains et lancer une révolution libératrice de la terre et de l'homme en Algérie et dans le monde, le 1er novembre 1954.

Mahmoud Benmostefa

Mots fléchés n° 1700



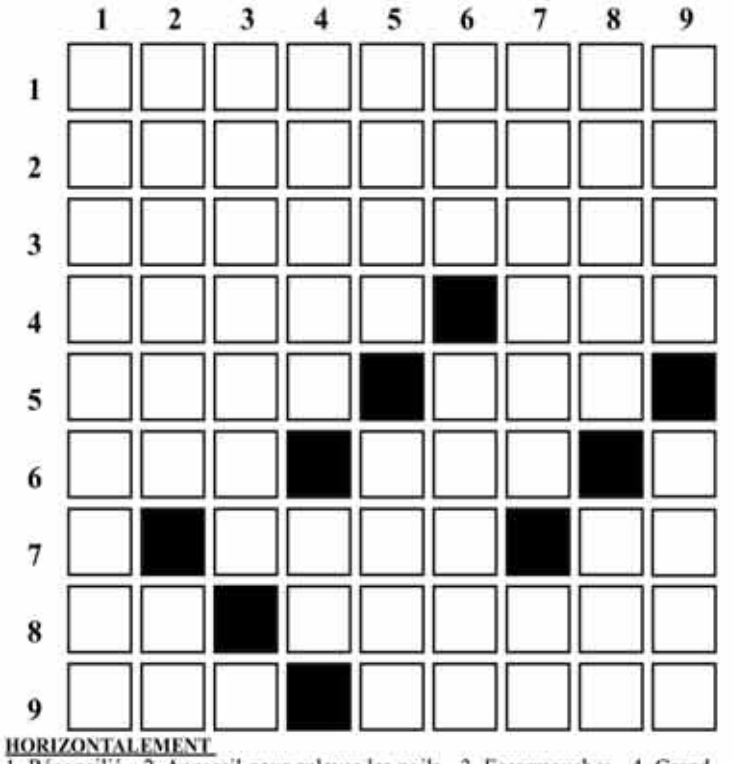
SOLUTION MOTS FLECHES N° 1699

Horizontalement

ABJECTES
BRAS - RUA
RIS - OIES
EMETTE - S
GAREE - VE
EDAM - LIE
SE - EMUS -
- SIROTER
A - DIT - RU
GUET - CAS
IR - EPRIS
REG - AISE
ABREGES - AGIR
BRIMADES - URE
JASERA - IDE - G
ES - TEMERITE -
C - OTE - MOT - PA
TRIE - LUT - CRI
EUE - VISERAIS
SASSEE - RUSSE

Verticalement

Mots croisés 9/9 n° 1700



HORIZONTALEMENT

1. Réconcilié - 2. Appareil pour enlever les poils - 3. Escarmouches - 4. Grand-mère - Brame - 5. Père d'Iule - Possessif - 6. Ecrivain américain - Tout va bien - 7. Assassiner - La rumeur - 8. Jeu chinois - Ponctue - 9. Souci du figaro - Trop employées.

VERTICALEMENT

1. Agencé autrement - 2. Nivelé - Terme musical - 3. Substance colorée de la peau - 4. Blessure - Traditions - 5. Qui ne court pas les rues - Quittance - 6. Enleva - Pesas le contenant - 7. Arbres - Apparu - 8. Sifflées - Poème - 9. Anneau de cordage - Précèdent les autres.

SOLUTION N°1699

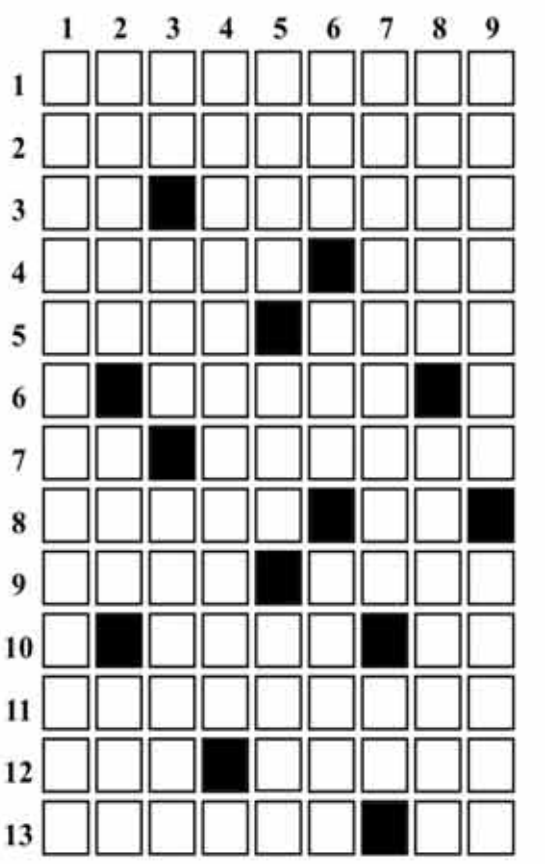
HORIZONTALEMENT

APUREMENT
VASE - INES
AN - PIETRE
NICOL - OIT
TERREAU - S
CRET - GREE
O - PETREL -
USE - PERES
RASAIS - ET

VERTICALEMENT

AVANTCOUR
PANIER - SA
US - CREPES
REPORTE - A
E - ILE - TPI
MIE - AGRES
ENTOURER -
NERI - ELEE
TSETSE - ST

Mots croisés 9/13 n° 1700



HORIZONTALEMENT

1. Truchement - 2. Sols carrelés - 3. Cœur isolé - Suis à la trace - 4. Soirée mondaine - Gros gibier - 5. Fut agréable - Capital - 6. Faisceau de menu bois - 7. Liséré - Plante à floraison printanière - 8. Dessin lavé - Aperçu - 9. Devise européenne - Elle est parfois sucrée - 10. Il n'a ni dieu ni maître - Compris - 11. Corps des évêques - 12. Sans culture - Désastre - 13. Damée - Terre antique.

VERTICALEMENT

1. Dissémination - 2. Relatif au tarin - Sueur - Sentit mauvais - 3. Ecran familier - Pour respirer - Exactes - 4. Renommées - 5. Fit entendre - Type banal - Aigre - 6. Possessif - Chance - Avant de vaisseau - 7. Divinatoire - Lettre et nombre - 8. Masse de bois - Cheval de course - 9. Substance - Changée.

SOLUTION N° 1699

HORIZONTALEMENT

FELICITER
OVIN - REVA
REMODELER
T - OUI - ENE
ENGINS - ET
MUE - GERME
EPROUVEE -
NI - BEIGNE
TETE - T - TI
- DARD - RSF
ASTAIRE - F
B - ENTENTE
SERT - REEL

VERTICALEMENT

FORTEMENT -
ABS
EVE - NUPIEDS
- E
LIMOGER -
TATER
INOUI - OBE-
RANT
C - DINGUE - DIT
IRE - SEVIT - RER
TELE - REG -
RENE
EVENEMENTS
- TE
RARETE - EIFFEL

			1		3		5	
				8			4	
3	8			9				2
		8		5	2		6	
7						4		
	5		7	1		2		
5				2			3	6
	1			7				
	9		3		8			

5	1	7	2	6	8	3	4	9
9	6	8	5	3	4	7	2	1
4	2	3	7	1	9	5	8	6
6	7	5	8	2	3	9	1	4
1	8	4	6	9	7	2	3	5
3	9	9	1	4	5	6	7	8
8	5	6	4	7	2	1	9	3
7	3	1	9	8	6	4	5	2
2	4	9	3	5	1	8	6	7













télévision

PROGRAMME DU JOUR

21 h10 : Star Academy (Saison 13) TF1

21 h10 : 100 % logique (divertissement) 2

21 h10 : Scènes de ménages (35 min)
puis 21 h55 : Matlock 6

Match du Top 14 (rugby) — « C'est l'un des chocs de cette 9e journée CANAL+

21 h10 La petite histoire de France – Saison 6 épisode «Tout le monde connaît Jeanne d'Arc, Louis XIV…» (série/feuilleton comédie) W9

21 h00 Les enquêtes du département V : Misé-ricorde (film thriller) CINE+ THRILLER

21 h00 Sur la route de Noël (téléfilm senti-mental) – durée 1h40 6ter

21 h10 Inception (film, 2010) CINE+ PREMIER

21 h 00 : Grand Final Golf HotelPlanner Tour 2025 — durée ~2 h 01 min. CANAL+ SPORT

21 h00 : The Brutalist (film) CINE+ CINEMA

20 h50 Drôle de prof 4Film comédie sociale CANAL+ Family

21h15 Columbo, Saison 12 Épisode 2. TMC

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



21h00 : Les Sentinelles Saison 1 épisode 6 - série/feuilleton fantastique.

La vérité éclate" (titre variable selon diffusion)Alors que la tension atteint son comble, les Sentinelles découvrent enfin l'origine de leurs pouvoirs et les manipulations dont ils ont été victimes. Gabriel, de plus en plus instable, remet en question la mission du groupe et s'éloigne de ses alliés. Pendant ce temps, la menace qui plane sur Paris prend une tournure apocalyptique : une force inconnue menace d'anéantir tout ce que les Sentinelles ont juré de protéger.Leur unité est mise à rude épreuve : entre trahisons, doutes et révélations, chacun devra choisir entre loyauté et survie.

221h45 : L'Amie prodigieuse Saison 2 épisode 1 - série dramatique.

Lila vient de se marier avec Stefano Carracci, un riche commerçant du quartier. Mais dès le voyage de noces, elle découvre le vrai visage de son mari : violent, jaloux et autoritaire. Son rêve d'émancipation s'effondre brutalement. Pendant ce temps, Elena poursuit ses études et continue de s'interroger sur sa place dans le monde.Les deux amies, liées par une complicité indestructible mais séparées par leurs choix de vie, commencent à suivre des chemins très différents.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:17	12:13	15:09	17:33	18:58	05:21	12:17	15:15	17:38	19:03	05:35	12:31	15:30	17:53	19:17	05:25	12:22	15:27	17:50	19:10	05:42	12:38	15:36	17:59	19:24	05:47	12:43	15:42	18:05	19:29	05:50	12:46	15:45	18:08	19:32

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8339 – DIMANCHE 1er NOVEMBRE 2025
www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	16°
Oran	23°	15°
Constantine	26°	9°
Ouargla	31°	16°

71e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Tebboune appelle à la fidélité au serment du 1er Novembre

A l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a rendu hommage aux martyrs et appelé les Algériens, notamment les jeunes, à poursuivre l'œuvre de leurs aînés en consolidant la souveraineté nationale et en renforçant l'unité du pays face aux défis actuels.



«En ce jour du 1er Novembre, nous commémorons ensemble l'anniversaire du moment où le peuple algérien a déclenché la Révolution de libération, bénie et éternelle», a indiqué le chef de l'État, soulignant qu'il s'agit d'»un jour historique et décisif» après de longues décennies de souffrances et de luttes contre un colonialisme d'occupation. Le président Tebboune a rappelé que cette date historique «demeure gravée dans la mémoire du peuple algérien» comme le symbole d'un combat juste contre la colonisation, mené par un peuple déterminé à recouvrer sa dignité et sa liberté.

Revenant sur l'esprit du 1er Novembre, le Président a affirmé que «le sentiment d'attachement à la souveraineté nationale et l'esprit de résistance demeurent inhérents au caractère algérien», estimant que cette fidélité aux sacrifices des aînés doit «alimenter une conscience collective capable d'affronter les défis de l'époque». Face à un monde traversé par des crises et des bouleversements, Tebboune a appelé à la vigilance et à la cohésion nationale. «Nous devons miser sur nos propres capacités, avec une performance économique génératrice de richesse, et sur la conscience patriotique des enfants de l'Algérie.» Il a particulièrement exhorté la jeunesse à «bâtir fièrement le présent et l'avenir, sur les pas de nos valeureux martyrs», insistant sur son rôle central dans la continuité de l'édifice national.

«Notre fidélité à nos martyrs se traduit aujourd'hui par la consolidation d'une économie libérée des dépendances, créatrice de richesse et fondée sur nos propres capacités», a insisté le Président, en évoquant les efforts en cours pour renforcer la souveraineté nationale dans tous les domaines. Il a, à ce titre, appelé à «mobiliser toutes les énergies constructives pour assurer la résilience du pays face aux turbulences régionales et aux fractures internationales».

Dans une tonalité empreinte de gravité et de confiance, le chef de l'État a rappelé que l'Algérie, forte de son histoire et de la cohésion de son peuple, poursuit son ascension en s'appuyant sur ses ressources humaines et sur la conscience patriotique de ses filles et fils. «Ils se tiennent aujourd'hui, dignes héritiers de nos martyrs, en bâtisseurs d'un avenir prospère pour la patrie», a-t-il déclaré. Le président Tebboune a ainsi réaffirmé la continuité entre la Révolution du 1er Novembre et le projet d'une Algérie souveraine, forte et moderne, fidèle à son histoire et tournée vers son avenir.

Nassim Mecheri

Chanegriha salue l'héritage des héros de la Révolution

A L'OCCASION du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'État-major de l'Armée nationale populaire, a rendu hommage aux martyrs et appelé à faire du 1er Novembre une source d'inspiration pour relever les défis du présent et de l'avenir. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a adressé, hier, un message à l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire (ANP) et au peuple algérien, à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954.

Dans son allocution, le chef d'État-major a salué la mémoire des martyrs et des héros de la guerre de Libération nationale, rappelant que «la Révolution de Novembre fut une épopée unique, menée par des hommes d'une foi inébranlable, qui ont défié la machine coloniale la plus brutale pour rendre à l'Algérie sa liberté et sa dignité». Il a souligné que cette commémoration ne doit pas se limiter à des célébrations symboliques, mais doit être une



source d'inspiration et de mobilisation, dans un contexte géopolitique mondial et régional «complexe et instable». «Nous devons puiser dans les valeurs de la Révolution pour affronter les défis du présent et du futur, avec conscience, vigilance et engagement», a-t-il affirmé.

Le Général d'Armée a également insisté sur le lien indéfectible entre le peuple algérien et son armée, soulignant que cette union constitue «le socle de la stabilité nationale et le rempart contre toutes les menaces».

Évoquant les années noires du terrorisme, il a rappelé la solidarité exemplaire entre l'ANP et la population : «C'est ensemble que nous avons vaincu le fléau du terrorisme et préservé les fondements de la République.» «Sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Armée nationale populaire poursuit ses efforts pour renforcer ses capacités, adapter sa préparation opérationnelle et préserver la souveraineté du pays face aux défis sécuritaires régionaux et internationaux.» a-t-il ajouté.

Le chef d'État-major a enfin exhorté les soldats à redoubler de dévouement et de discipline. «Faites du 1er Novembre une source d'énergie pour poursuivre le développement et la modernisation de nos forces armées», a-t-il déclaré.

S. Ould Brahim

AADL 3
Lancement des chantiers en novembre

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé avant-hier, à Béjaïa où il donnait le coup d'envoi d'une opération nationale d'attribution de 144 601 logements à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale.

Il a également annoncé que l'Etat envisage de réaliser un nouveau programme de logement comprenant 2 millions d'unités entre 2025 et 2029.

Parmi les logements attribués au cours de la cérémonie organisée au siège de la wilaya, on dénombre les formules réalisées à travers le territoire national dont 23 248 logements publics locatifs (LPL) et 78 463 aides à l'habitat rural, 10 400 logements de type promotionnels aidés (LPA), 30 450 de la formule dire logement individuel et social et 2036 logements promotionnels libres.

Le ministre a ajouté «qu'un intérêt particulier est accordé par l'Etat au secteur du logement et que grâce à une volonté manifeste et une mobilisation observée à l'échelle nationale, 1,7 millions de logements ont été distribués les cinq dernières années».

M. Belaribi a souligné qu'il s'agit «d'un défi national qui a, considérablement, contribué à améliorer les conditions sociales des citoyens à l'échelle nationale».

Et d'ajouter que «ceci ne constitue pas un point final, mais un point de départ pour l'achèvement de la distribution de 63 395 unités de logement supplémentaires avant la fin de l'année en cours, afin d'atteindre l'objectif escompté qui consiste à distribuer 400.000 unités de logement à la fin de l'année en cours».

Le premier responsable du département du logement du pays a, ensuite, rappelé que «l'opération de distribution de logements avait été lancée le 05 juillet dernier et a permis jusque-là l'attribution plus de 190 000 logements toutes formules confondus». «Cela témoigne», dit-il «la volonté de l'Etat tenir ses engagements envers les citoyens et leur garantir une vie digne».

M. Tarek Belaribi n'a pas manqué d'annoncer après le lancement des chantiers relatifs à la réalisation de 60 000 unités de logements dans le cadre du programme AADL 3 au cours de ce mois de novembre.

A ce propos, il a indiqué que : «toutes les études techniques et les appels d'offres nationaux relatifs à la réalisation et au suivi de 200.000 unités de logement programmées dans le cadre de la la 1e phase de la formule en question au titre de la Loi de finances 2025 ont été finalisées à travers le pays», précisant que «16 nouveaux pôles urbains ont été localisés dans différentes wilayas du pays et devraient accueillir dès maintenant 109 000 unités de logements et que le taux d'avancement des travaux de ces programmes a atteint les 65 % pour ce qui est de la première tranche ceci en plus de la réalisation de plus 1 220 équipements publics».

N. Bensalem